

**Turcot**  
Les vestiges  
du Village  
des Tanneries  
seront  
détruits  
Page A 3



**Éthique et  
culture religieuse**  
Des enseignants  
en mal  
de formation  
Page A 5

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

Vol. CVI N° 207

LE DEVOIR, LE LUNDI 14 SEPTEMBRE 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

## CRISE MIGRATOIRE UN APPEL À L'AIDE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une campagne de sociofinancement pour venir en aide à des membres de la famille de Lara Karazivan demeurés en Syrie a été lancée récemment.

## Élan de solidarité porteur d'espoir

KARL RETTINO-PARAZELLI

Au moment où Ottawa et Québec annoncent une bonification de leur aide humanitaire pour les victimes du conflit syrien, les histoires d'entraide à petite échelle s'écrivent déjà. Refusant de rester les bras croisés devant la crise des réfugiés qui afflige sa famille, une Québécoise d'origine syrienne s'est laissée convaincre d'orga-

niser une campagne de financement pour entamer des démarches de parrainage. Une initiative au succès inattendu, qui permet à Lara Karazivan d'agir à la hauteur de ses moyens et de garder espoir d'une vie meilleure pour ses proches.

« Nous assistons en ce moment à une tragédie humanitaire et, ce que je déplore, c'est qu'on cherche des coupables. Ce ne sont pas des coupables qu'il faut trouver, mais plutôt des solutions à

cette crise », lance M<sup>me</sup> Karazivan, que nous rencontrons dans un café montréalais.

Cette Québécoise née en Syrie a trouvé la sienne: une campagne de sociofinancement lan-

VOIR PAGE A 8 : SOLIDARITÉ

Lire aussi : L'Allemagne fait volte-face et réintroduit des contrôles à ses frontières. Page B 1

## Plus du tiers des ménages menacés par l'insalubrité

Les locataires montréalais sont plus à risque de maladies que les propriétaires

ISABELLE PARÉ

Coquerelles, punaises, rongeurs et infiltrations d'eau : les problèmes d'insalubrité touchent à divers degrés 38% des ménages en location de la métropole qui risquent de voir, à court ou long terme, leur santé affectée par ces piètres conditions de logement, affirme un nouveau rapport de la direction de la Santé publique de Montréal (DSP).

Le rapport *Pour des logements salubres et abordables*, dont *Le Devoir* faisait état dans son édition de samedi, et qui sera dévoilé lors d'un forum sur le logement à Montréal ce lundi, consacre une partie importante de ses plus récentes observations aux conditions de salubrité du parc immobilier montréalais.

À l'occasion d'une enquête menée auprès de 1600 ménages en juin 2014, la DSP constate que ce sont 30% des ménages montréalais (y compris les propriétaires et les locataires) qui sont aux prises avec de la vermine ou de l'humidité excessive. Ce problème est deux fois plus présent chez les locataires que chez les ménages propriétaires de leurs logements (voir tableau).

Les traces d'infiltration d'eau et les moisissures apparentes ont été rapportées chez 28% des ménages de locataires. Une situation préoccupante pour la DSP puisque des environnements trop humides entraînent la prolifération de moisissures, d'acariens et de bactéries pouvant causer des infections respiratoires, des rhinites allergiques et de graves problèmes d'asthme chez les personnes qui en souffrent.

VOIR PAGE A 8 : MÉNAGES

## AUJOURD'HUI



**Élections fédérales** › Après Harper, au tour du chef du NPD, Thomas Mulcair, d'être la cible de l'ex-PM Jean Chrétien. Page A 2

**Sur la route** › Électrification des transports. Vivement la nouvelle stratégie de Québec. Page B 5

**Culture** › *Le Devoir* au TIFF. Des Québécois à Toronto. Page B 7



Avis légaux..... B 4  
Décès..... B 6  
Météo..... B 5  
Mots croisés..... B 5  
Petites annonces..... B 6  
Sudoku..... A 2

## POINT CHAUD

## Le Canada rattrapé par ses missions militaires

L'ex-diplomate canadien Gar Pardy plaide pour un programme humanitaire extraordinaire

SARAH R. CHAMPAGNE

La crise des migrants n'est pas apparue soudainement. « Les problèmes actuels sont la conséquence directe des interventions militaires occidentales de ces dernières années », explique Gar Pardy, un ancien diplomate canadien. Il plaide pour la mise en place d'un programme humanitaire extraordinaire afin d'accueillir rapidement plus de réfugiés syriens et irakiens au Canada.

Après plus de trois décennies de carrière au Service extérieur canadien, dont une dizaine d'années en tant que directeur général des affaires consulaires du ministère des Affaires étrangères, M. Pardy a pris sa retraite en 2003. Ce qui ne l'empêche pas de critiquer haut et fort le gouvernement actuel pour sa réaction à la crise des migrants qui secoue l'Europe.

« Si la seule chose qu'on propose est plus de militaires, alors il faut s'attendre à devoir composer avec ce type d'enjeu humanitaire pour encore longtemps », martèle-t-il, accusant Stephen Harper de participer à créer les conditions qui génèrent maintenant ce flot ininterrompu de réfugiés.

Au début du mois près la commotion provoquée par la publication de la photo d'Aylan Kurdi, cet enfant mort noyé en tentant de fuir la Syrie avec sa famille, le premier ministre en a profité pour réitérer la nécessité de lutter contre le groupe armé État islamique (EI).

VOIR PAGE A 8 : MISSIONS



DELIL SOULEIMAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Un combattant kurde opposé au groupe armé État islamique faisant le guet à Ain Issi, à une cinquantaine de kilomètres de la ville syrienne de Raqqa. L'intervention militaire de la coalition internationale — dont le Canada est membre — a notamment visé des positions du groupe terroriste en appui aux forces kurdes de la Syrie.

# ÉLECTIONS FÉDÉRALES

NPD

## Mulcair promet 1,8 milliard pour les soins aux aînés

Le chef néodémocrate veut élaborer un plan avec les provinces

KRISTY KIRKUP  
à Vancouver

Thomas Mulcair a entamé une nouvelle semaine de campagne dans un champ de bataille électoral stratégique, dimanche, où il a annoncé que le Nouveau Parti démocratique (NPD) dépenserait 1,8 milliard de dollars sur quatre ans pour aider les provinces à améliorer les soins aux aînés.

Lors d'un événement de campagne à Vancouver, M. Mulcair a expliqué que ce financement permettrait d'améliorer les soins à domicile pour 41 000 personnes âgées, de créer 5000 places supplémentaires en centres de soins de longue durée et d'améliorer les services de soins palliatifs.

«Les lits d'hôpitaux et les urgences sont remplis de patients qui seraient mieux servis par des soins à domicile ou d'autres options», a-t-il souligné.

Le chef néodémocrate affirme qu'il travaillera étroitement avec les provinces pour élaborer un plan dans le respect de leurs compétences en matière de soins de santé et pour diriger les ressources dans les secteurs recensés par les gouvernements provinciaux.

«Le plan du NPD n'offre pas seulement aux aînés du confort et des soins à domicile, il diminue la pression sur les hôpitaux pour que ceux-ci puissent prodiguer des soins d'urgence aux patients qui en ont besoin», a fait valoir M. Mulcair.

Thomas Mulcair a indiqué qu'il donnerait plus de détails sur son programme en santé avant le débat de jeudi, à Calgary, qui portera sur l'économie.

### Confrontation

Le chef néodémocrate s'en est pris à son homologue

conservateur dans ce dossier, en laissant entendre que le gouvernement fédéral avait abandonné son rôle de leadership en santé.

Il a également profité de l'événement pour décocher une flèche à son adversaire libéral. «*Contrairement à la promesse irresponsable de Justin Trudeau d'une série de déficits durant plusieurs années, le NPD équilibrera le budget et améliorera les soins aux aînés en demandant aux entreprises de payer leur juste part*», a-t-il précisé.

Le Parti libéral a rapidement réagi à l'attaque. «*En adoptant le budget de Stephen Harper et en se dépêchant à éliminer le déficit en seulement six mois, M. Mulcair ne pourra vraisemblablement pas distribuer de nouveaux fonds destinés aux soins de santé aux aînés*», a fait remarquer Hedy Fry, la candidate libérale de la circonscription de Vancouver-Centre.

«*Il devra rompre sa promesse et imposer des coupes*», a-t-elle ajouté.

L'annonce du NPD sur les soins aux aînés a été saluée par l'Association des infirmières et infirmiers du Canada, l'Association canadienne des personnes retraitées et l'Association médicale canadienne.

M. Mulcair participera à un autre événement à Vancouver lundi matin, alors qu'il tente de rallier les appuis en Colombie-Britannique.

En 2011, le NPD a remporté 12 sièges dans la province, soit 3 de plus qu'en 2008. Il espère en obtenir jusqu'à 24 sur 42 aux élections du 19 octobre.

La Presse canadienne



L'ancien premier ministre Jean Chrétien a fait campagne dimanche aux côtés du chef libéral, Justin Trudeau.

## Chrétien charge les adversaires du PLC

Le chef conservateur, Stephen Harper, répond à l'ancien premier ministre libéral que le Canada est « plus que jamais » admiré à l'international

C'est un ancien premier ministre du Canada qui aura été au premier plan de ce 43<sup>e</sup> jour de la campagne électorale fédérale, dimanche.

L'ancien dirigeant libéral Jean Chrétien, qui faisait campagne aux côtés du chef du Parti libéral du Canada, Justin Trudeau, a fait réagir la classe politique avec sa lettre ouverte, publiée samedi, dans laquelle il disait avoir « honte » de la gestion de la crise des migrants par le premier ministre sortant Stephen Harper.

De passage près d'Ottawa, où il faisait une annonce sur le taux d'imposition aux petites entreprises, le chef conservateur a répondu aux critiques de l'ancien premier ministre, affirmant que « la très grande majorité » des Canadiens étaient fiers de leur pays.

M. Chrétien a également accusé M. Harper d'avoir abandonné la tradition d'un Canada « avancé et progressiste » qui faisait la promotion de la paix et de la stabilité — des caractéristiques qui suscitaient l'admiration des autres pays, selon lui.

« On ne peut pas anticiper tout. Il faut être capables d'ouvrir nos portes quand la misère est devant nous »

L'ancien premier ministre Jean Chrétien, au sujet de l'accueil de réfugiés au Canada

Or, M. Harper a souligné dimanche que le Canada était admiré « plus que jamais » par la communauté internationale.

Par contre, les propos de M. Chrétien ont été salués par son ancien adversaire, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe. S'il avait été indépendant, le Québec aurait eu la même politique étrangère que celle adoptée par les anciens premiers ministres du Canada, sauf celle de Stephen Harper, a soutenu le chef bloquiste, qui était à Gatineau dimanche.

« Je pense que ça joue au détriment du Canada. Et le Québec écope aussi de cette image projetée à l'extérieur », a-t-il remarqué. Jean Chrétien était aussi im-

pliqué activement dans la campagne avec son successeur, Justin Trudeau, à Hamilton, où il a discuté d'un autre sujet bien de son temps, la question nationale du Québec.

### Règles claires

Comme M. Trudeau le fait depuis le début de la campagne, M. Chrétien a décoché une flèche à l'endroit du chef néodémocrate, Thomas Mulcair, dont la position ne serait pas claire sur les règles à adopter advenant un nouveau référendum sur la souveraineté du Québec.

« Quand c'est l'avenir du pays, il faut savoir les règles. C'est ce qui s'est passé en An-

gleterre. La Grande-Bretagne n'avait consulté au moment de leur référendum [en Ecosse], j'ai insisté pour que la question soit claire », a lancé l'ex-politicien.

Quelques minutes plus tôt, le chef libéral avait souligné que M. Mulcair voulait « faciliter » l'accession à l'indépendance pour la province. « La réalité, c'est qu'il n'aime pas en parler en anglais, mais il en parle tout le temps en français », a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Chrétien a été questionné sur la possibilité que le Canada accueille par mégarde des criminels s'il accepte de recevoir plus de réfugiés comme il le propose.

« Il y a toujours des risques [...] Il y a toujours des gens dans notre société qui peuvent causer des problèmes, mais on a nos [policiers], les surveillances nécessaires pour contrer ça. Mais on ne peut pas anticiper tout. Il faut être capables d'ouvrir nos portes quand la misère est devant nous », a-t-il expliqué.

La Presse canadienne



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair

### PETITES ENTREPRISES

## Néodémocrates et libéraux font fausse route, dit Harper

BILL GRAVELAND  
à Ottawa

Le chef conservateur, Stephen Harper, a relancé ses attaques contre ses deux principaux adversaires, dimanche, en réitérant sa promesse de baisser le taux d'imposition des petites entreprises lors d'un événement de campagne à Ottawa.

En avril, M. Harper avait annoncé que son gouvernement ferait passer le taux d'imposition des petites entreprises de 11 à 9% au cours des quatre prochaines années.

Il avait affirmé que cette mesure représenterait des économies d'impôt de 2,7 milliards pour près de 700 000 propriétaires d'entreprises.

Le chef conservateur a répété ce message dimanche à

Stittsville, une banlieue à l'ouest d'Ottawa, où il en a profité pour attaquer ses rivaux libéral, Justin Trudeau, et néodémocrate, Thomas Mulcair, sur leur position respective sur les baisses d'impôt pour les petites entreprises.

Il s'en est pris aux commentaires de M. Trudeau, qui a affirmé qu'un « grand pourcentage » de petites entreprises étaient créées pour permettre à des Canadiens d'économiser de l'impôt.

« Imaginez que quelqu'un qui aspire à devenir premier ministre — Justin Trudeau — dise comme cela, en passant, sans se rétracter, qu'une

bonne partie des petites entreprises ne sont que des stratagèmes d'évitement fiscal pour les riches », a-t-il lancé.

« Regardez autour de vous, 45 hommes et femmes qui construisent de l'équipement industriel. Des entreprises comme celles-là ne sont pas des arnaques fiscales... Elles constituent l'assise de l'économie canadienne », a poursuivi le chef conservateur durant un rassemblement chez Tamco, un fabricant de produits de ventilation.

### L'« idéologie » du NPD

Selon M. Harper, la position de M. Mulcair n'est guère mieux. Le chef néodémocrate affirme qu'il soutient les petites entreprises, mais qu'il promet en même temps de hausser l'impôt des sociétés et la taxe

sur la masse salariale, a souligné le chef conservateur. Selon M. Harper, ces mesures nuiraient à la création d'entreprises et d'emplois.

« L'opposition fait pire que fausse route à cet égard. Leur vision reflète une profonde hostilité envers les entreprises privées. Nous avons toujours su que le NPD pensait ainsi. C'est leur idéologie », a affirmé M. Harper.

Revenant sur la crise des réfugiés syriens, le chef conservateur a fait écho à son intention d'accueillir 10 000 réfugiés syriens issus de minorités religieuses et ethniques au cours des trois prochaines années.

« Nous sommes le pays où s'établissent le plus grand nombre de réfugiés per capita au monde », a-t-il déclaré.

Seuls 2300 réfugiés syriens ont été acceptés au pays jusqu'à maintenant.

La Presse canadienne

### Sudoku

par Fabien Savary

	1	6			7			
5		3	8			9	4	
7			2					
9					5			
8				9	1			
	7		5	3				2
3		5						
	9			4				
			2			8	6	

Niveau de difficulté : DIFFICILE

3088

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

6	3	8	5	9	1	7	2	4
7	4	5	2	8	6	3	9	1
2	9	1	4	7	3	5	8	6
1	8	2	9	6	5	4	7	3
3	7	9	1	2	4	6	5	8
4	5	6	8	3	7	2	1	9
9	2	4	3	5	8	1	6	7
8	6	3	7	1	2	9	4	5
5	1	7	6	4	9	8	3	2

3087

### SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary  
En exclusivité sur le site des Mordus  
www.les-mordus.com



### Congédié?

Voyez  
**François Gendron**  
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Résultats des tirages du : 2015-09-12

LOTTO 649: 09 10 26 33 compl. 29 38 42

Prochain gros lot (approx.) : 9 000 000 \$  
+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$  
65460168-01

LOTTO 649: 09 21 31 04 compl. 36 39 48

Extra 7471685

Résultats des tirages du : 2015-09-11

LOTTO MAX: Résultats complets sur lotoquebec.com

Prochain gros lot (approx.) : 55 000 000 \$  
+ 1 MILLIONS 6 lots de 1 million \$ (APPROX.)

Extra 5601769

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

## ACTUALITÉS

Modération  
et transportJEAN-FRANÇOIS  
NADEAU

Quand je regarde comment on traite le patrimoine en ce pays, je m'agite et, assez souvent, je peste. On me réplique d'ordinaire que ce sont mes passions d'historien qui m'emportent. Pourtant, je vois parfaitement bien, comme d'autres, que nos capacités d'éclairer notre passé et de l'enseigner demeurent toujours aussi faibles.

L'argent ne semble pourtant pas manquer quand il s'agit de bêtises. Je lis par exemple qu'il faudra dépenser au moins 535 000\$ pour restaurer, au flanc est du mont Royal, le petit kiosque à musique qui jouxte la caserne des pompiers. Simple abri circulaire sans portes ni fenêtres, ce kiosque joli mais commun n'est pas une fine broderie architecturale. Il ne nécessite pas non plus un coûteux système électrique capable de défer les profondeurs de la nuit, ni l'installation de robinetterie de grand prix. On est ici devant une simple structure à ciel ouvert qui permet d'élever à la vue de tout le monde ceux qui y montent. Le tout est coiffé d'un toit pour protéger du soleil et des nuages impétueux.

Des pavillons du genre, on en trouve partout, notamment dans nombre de villages de la Nouvelle-Angleterre. Celui du mont Royal, une fois remis à neuf, portera le nom de l'écrivain Mordecai Richler, choix d'ailleurs un peu banal pour honorer pareil original.

Depuis les hauteurs de ce kiosque à musique, on entendait, à partir des années 1920, des ensembles de musiciens, souvent des cuivres sonores, mais aussi diverses représentations culturelles devant lesquelles se massaient les badauds. Mais nul besoin de beaucoup connaître la musique des chantiers de construction pour concevoir que le prix de pareille intervention est pour le moins excessif. D'autant que le vandalisme risque d'avoir vite raison de sa restauration.

Il s'agit d'un cas extrême de mauvaise gestion, a laissé entendre un représentant de l'opposition au conseil municipal de Montréal. Mais personne n'a haussé le ton ni hurlé. Ce pays reste placide, quoi qu'il lui arrive, même quand on se joue de sa mémoire et de son histoire.

Prenez un autre cas tiré de l'actualité: le village des Tanneries, du moins ce qu'il reste de ses fondations depuis la destruction des lieux dans les années 1960.

Au pied de la colline où se trouve le Centre universitaire de santé McGill, à la pointe ouest du quartier Saint-Henri, les travaux de construction des infrastructures du nouvel échangeur Turcot ont mis au jour ces ruines importantes. Au temps de la Nouvelle-France, l'intendant tout puissant avait fait installer dans les environs, là même où les Amérindiens circulaient déjà avec les fruits de leurs chasses, de quoi transformer les peaux des bêtes écorchées par milliers.

En 1685, une première tannerie est ouverte près de la décharge de la rivière Saint-Pierre, à proximité de la falaise Saint-Jacques. Le tout est situé relativement loin du cœur de Montréal, ce qui limite la diffusion des fortes odeurs liées au traitement des peaux avec le tanin.

Un village se forme autour de ces industries de la tannerie à compter de 1780. En 1813, une communauté vit là, avec ses commerçants, ses artisans. Des centaines de milliers de peaux d'animaux sauvages passent entre leurs mains, dans la puaudeur des eaux usées lestées de graisses et de produits chimiques.

L'existence de ce lieu était bien connue. Mais on mesurait mal l'ampleur exacte du site avant d'en prendre la mesure sous les grands jours des ciels de cet été 2015. Les fouilles ont révélé les fondations d'une douzaine de bâtiments anciens, soit l'équivalent, selon ce que j'ai vu en m'y rendant, de trois ou quatre terrains de football.

Montréal, on l'a peut-être oublié, a vécu de la gloire lustrée de ses cuirs. Saint-Henri-des-Tanneries constitue un symbole fort des origines économiques de cette ville coloniale. Mais ce qu'il en reste, le ministère des Transports a prévu de le réduire en bouillie fin septembre afin qu'un collecteur d'eaux usées y soit installé. C'est en quelque sorte de l'histoire jetée aux égouts.

Il y a certes eu, grâce à la collaboration du ministère des Transports, des fouilles archéologiques. Plusieurs caisses d'artefacts ont été récupérées au cours de l'été. Dimanche, le maire Coderre, le ministre des Transports et sa collègue de la Culture ont affirmé de concert, en conférence de presse, que ce lieu était très important. Mais ils ont aussi répété qu'ils valoriseraient uniquement les artefacts trouvés lors des fouilles. La route doit passer. Elle passera. Tout sera détruit. Au diable le passé.

On voit mal pour l'avenir comment on peut continuer de confier pareil passé aux bonnes volontés du ministère des Transports. Dans ce cas précis, c'est un collecteur de la Ville qui est en cause. Il n'existerait apparemment aucune façon de l'installer ailleurs. Aurait-on pu en changer la configuration de sorte qu'au moins une partie du lieu puisse être préservée, par exemple sous une épaisse couche de sable? Comment les générations futures jugeront-elles cette destruction?

Sans la traite des fourrures et le tannage, Montréal n'existerait pas. Évidemment, les ruines n'aident pas les gens à circuler. Mais elles peuvent les aider à se situer par rapport à leurs devanciers.

Ce n'est pas pour rien, je crois, qu'une vigie à la chandelle a été annoncée devant les ruines du village des tanneries, ce lundi à 19 h, au coin des rues Saint-Rémi et Cazalais, à Saint-Henri.

jfn@ledevoir.com



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Des experts du gouvernement ont expliqué que les éléments retrouvés sur le site du nouvel échangeur Turcot n'avaient qu'une importance relative.

## ÉCHANGEUR TURCOT

## Le Village des Tanneries sera détruit

Des milliers d'artefacts seront légués à la Ville de Montréal à la fin des travaux

PHILIPPE ORFALI

Québec demeure inflexible dans le dossier du Village des Tanneries. Les vestiges retrouvés sur le site du nouvel échangeur Turcot seront «fouillés», «numérisés», et «répertoriés», mais disparaîtront bel et bien sous les bulldozers. Une «erreur» lourde de conséquences, selon l'un des archéologues ayant exploré le site.

En dépit du mécontentement populaire, malgré les avis d'experts, pas question pour le gouvernement Couillard de chercher à préserver les ruines du lieu de naissance de ce qui devint Saint-Henri, ont confirmé dimanche le ministre des Transports, Robert Poëti, et sa collègue de la Culture, Hélène David. Flanqués du maire Denis Coderre, ils ont toutefois annoncé que des milliers d'artefacts seraient cédés à la Ville de Montréal à l'issue des travaux. Un comité chargé de «mettre en valeur» les artefacts de l'ancien Village des Tanneries sera également créé.

Pendant quelques heures, dimanche, des experts des ministères de la Culture et des Transports ont expliqué aux journalistes que les éléments retrouvés sur le site des Tanneries n'avaient qu'une importance relative, essentiellement de documentation. Après qu'on aura terminé d'effectuer ces fouilles, à la fin septembre, les ruines restantes de nombreux édifices seront démolies plutôt que d'être enfouies à nouveau comme c'est habituellement le cas, car au ministère des Transports, on craint pour la stabilité des sols du secteur du nouvel échangeur.

«C'est sûr que le site revêt un certain intérêt de l'histoire d'un quartier de Montréal. On ne peut pas passer à côté, mais il n'en demeure pas moins que ce genre de site, il y a en a plusieurs comparables. [...] c'est un site comparable à d'autres», a répété Jean-Jacques Adjizian, le directeur de l'archéologie au ministère de la Culture, précisant que la plupart des éléments re-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le ministre des Transports, Robert Poëti, et le maire de Montréal, Denis Coderre

trouvés ne datent pas de l'époque de la fondation des premières tanneries, mais plutôt des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

## «Destruction»

Président du comité de défense de l'intérêt public de l'Association canadienne d'archéologie, Christian Gates voit néanmoins dans cette analyse du ministère de la Culture une «erreur» de jugement.

Le projet de l'échangeur Turcot a été conçu en tenant pour acquis qu'on ne retrouverait aucun élément archéologique d'intérêt sur le site, estime-t-il, ce qui rend aujourd'hui la tâche des autorités fort complexe. «Là, on se retrouve avec des vestiges beaucoup plus intéressants de prévu. On a retrouvé un quartier complet, presque des bouts de rue. C'est regrettable qu'on les détruise, car ils sont vraiment uniques», ajoute l'expert affilié à l'Université de Montréal, qui a effectué

une visite complète du site il y a deux semaines. Il contredit l'archéologue du ministère, faisant valoir que certaines fondations sont plus anciennes que ce que celui-ci a laissé entendre.

«Il y a là une richesse exceptionnelle. C'est vrai qu'on a déjà fouillé des sites semblables, mais il n'en existe plus. Ce site est très riche», dit-il.

Il se dit persuadé qu'un site d'une telle ampleur trouvé ailleurs que sur le tracé de l'échangeur Turcot aurait été préservé dans son intégralité pour les générations futures. Il reconnaît toutefois que le gouvernement et les entreprises effectuant les travaux en son nom ont bel et bien respecté la Loi sur le patrimoine culturel et le Règlement sur la recherche archéologique, comme l'a répété dimanche le ministre Hélène David.

Le gouvernement Couillard a consacré près de 1,6 million à l'aspect archéologique du projet Turcot. «Les archéologues du ministère suivent la progression des travaux avec attention. [...] C'est un important chantier de fouilles d'une ampleur peu commune au Québec. On a pris nos responsabilités par rapport à cette richesse patrimoniale. Nous avons fait en sorte que les fouilles soient vastes, complètes, minutieuses.»

Le maire Denis Coderre s'est dit rassuré par les mesures prises par le gouvernement et par le don éventuel de 150 boîtes d'artefacts issus du site, qui incluent notamment des couteaux pour le cuir et le bois et de la vaisselle.

Le comité chargé de réaliser un projet de mise en valeur de ces artefacts sera présidé par sœur Madeleine Juneau, directrice générale de la Maison Saint-Gabriel, un musée et site historique de Pointe-Saint-Charles. On ignore pour l'instant le budget dont il disposera et la forme que pourra prendre le «projet de mise en valeur des artefacts» de l'ancien Village des Tanneries.

Le Devoir

## PACTE FISCAL

## «L'automne des décisions» pour les municipalités

LIA LÉVESQUE

Après l'été des négociations, ce sera «l'automne des décisions» pour les municipalités du Québec, qui ont d'importantes attentes face au pacte fiscal qui doit être conclu avec le gouvernement du Québec.

Au cours d'une entrevue avec La Presse canadienne, la présidente de l'Union des municipalités du Québec, Suzanne Roy, a admis que les municipalités fondaient beaucoup d'espoir sur ce pacte, qui doit notamment inclure de nouveaux outils pour négocier avec les syndicats des employés municipaux.

Le dernier pacte fiscal transitoire qui avait été conclu — ou imposé, selon certains — entre Québec et les municipalités avait fait grimper la tension à son paroxysme avec les maires des villes de Longueuil et de Laval, notamment. Les villes s'étaient senties bousculées.

Depuis, les négociations ont repris entre le gouvernement du Québec et les municipalités en vue de conclure un véritable pacte fiscal où chacun trouve son compte.

Comme ces négociations sont encore en cours, M<sup>me</sup> Roy n'a pas voulu s'étendre trop longuement sur le sujet. «Il y a des discussions. C'est un contexte qui n'est pas toujours facile,

mais on est encore en discussion. On travaille fort», s'est-elle limitée à dire.

Or, le temps presse, puisque les municipalités commencent dès septembre à préparer leur budget pour 2016. «On ne pourra pas beaucoup dépasser le début octobre; il va falloir vraiment savoir où on s'en va», prévient la présidente de l'UMQ, elle-même mairesse de Sainte-Julie.

Les municipalités revendiquent depuis des années de nouvelles sources de revenus, limitées qu'elles sont par l'impôt foncier. Au fil des ans, il a tout été question de portions de la taxe de vente du Québec, de congé de TVQ pour les municipalités, de portions de la taxe sur l'essence, de redevances minières et pétrolières.

D'ailleurs, en mai dernier, devant les municipalités qui réclamaient de nouvelles sources de revenus pour arriver à boucler leur budget, le ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, leur avait conseillé de regarder aussi la colonne de leurs dépenses, afin d'épargner les contribuables.

## Relations de travail

Justement, ce futur pacte fiscal pluriannuel doit aussi inclure de «nouveaux outils» de négociation pour les municipalités-employeurs face à leurs syndicats, leur permettant ainsi de réduire leurs dépenses, espèrent-elles. Là encore, diffé-

rents scénarios ont circulé: droit de lockout accordé aux villes, fin de l'arbitrage — qui a entraîné une spirale à la hausse des coûts —, balises données à cet arbitrage et autres moyens.

Mais déjà, le gouvernement a soulevé l'ire des syndicats d'employés municipaux, de pompiers et de policiers avec sa réforme des régimes de retraite. Ils la contestent d'ailleurs devant les tribunaux. Si le gouvernement modifie en plus le cadre de négociation des conventions collectives dans le milieu municipal, il risque d'envenimer davantage les relations avec les puissants syndicats municipaux, alors qu'il est déjà aux prises avec sa propre négociation des conventions collectives avec ses employés.

M<sup>me</sup> Roy ne voit pas comment ces nouveaux outils de relations de travail pourraient ne pas être inclus dans le pacte fiscal, puisque à ses yeux, les deux sont liés. «Pour moi, ça fait partie intégrante» du pacte fiscal, martèle-t-elle.

Les municipalités espèrent également l'adoption d'une loi qui doit les reconnaître comme gouvernements de proximité. Le premier ministre Philippe Couillard s'était lui-même engagé à ce que cette loi devienne réalité, lorsqu'il a pris la parole lors des assises de l'UMQ en mai dernier.

La Presse canadienne

## ACTUALITÉS

## DIPLOMATIE

## Québec abolit le quart des postes à l'étranger

JOCELYNE RICHER  
à Québec

Le mouvement de repli du Québec à l'étranger se poursuit avec l'abolition de près du quart des postes composant son réseau de représentation internationale, selon ce qu'a appris La Presse canadienne.

La diplomatie québécoise est en voie d'être amputée de 50 des 208 postes de fonctionnaires présents dans l'ensemble des délégations générales, délégations, bureaux et antennes autour du globe.

Le nombre de postes supprimés a été confirmé par le cabinet de la ministre des Relations internationales, Christine St-Pierre, qui effectue le grand ménage promis en mars. Elle n'avait cependant pas indiqué alors l'ampleur des coupes à venir.

En huit ans, de 2007 à 2015, son ministère aura littéralement fondu, perdant 144 postes, alors que le nombre d'employés à temps complet est passé de 576 à 432.

Par la même occasion, on a appris que le gouvernement avait décidé, toujours par souci d'économie, de supprimer toute une série de privilèges accordés à ceux à qui l'on a confié la tâche de représenter le Québec à l'étranger.

Ceux qui échapperont au couperet devront donc se contenter de moins bonnes conditions de travail, car de nouvelles compressions vont les frapper directement.

## Dépenses et primes resserrées

Ainsi, malgré les coupes budgétaires imposées au ministère des Relations internationales (MRI) l'an passé, la vente d'actifs dans les grandes capitales, la révision à la baisse du nombre d'employés et du nombre de bureaux et délégations, le personnel devra faire des économies supplémentaires.

A terme, Québec compte ainsi épargner entre 651 000\$ et 816 000\$ annuellement, un effort exigé pour viser l'équilibre budgétaire.

Des primes et des allocations sont revues à la baisse, d'autres sont éliminées. Des dépenses liées aux frais de déplacement et aux frais de subsistance jusqu'ici admissibles à un remboursement par l'État ne le seront plus.

Une directive gouvernementale en ce sens, jamais rendue publique, a été adoptée en juin.

Pour respecter les conventions collectives, la nouvelle directive sera appliquée graduellement. Dans un premier temps, elle vise uniquement les employés embauchés après juin 2015.



JACQUES BOISSINOT PC

La ministre des Relations internationales, Christine St-Pierre, avait promis un grand ménage en mars dernier.

Les autres, déjà en poste, vont à tour de rôle perdre ces acquis quand leur contrat sera prolongé ou renouvelé.

Aux yeux du gouvernement Couillard, le rayonnement du Québec à travers le monde doit désormais coûter moins cher, par tous les moyens possibles, quitte à gratter les fonds de tiroir.

Par exemple, jusqu'à maintenant, un employé en poste à l'étranger pouvait faire transporter sa voiture personnelle aux frais de l'État, lors de son entrée en fonction ou de son rapatriement au pays au terme de son contrat. Désormais, ce sera à ses frais.

S'il devait venir au Québec pour assister au mariage de son fils ou sa fille, un fonctionnaire installé à l'étranger pouvait réclamer le remboursement des frais de transport pour lui-même et sa conjointe ou son conjoint. Ce ne sera plus le cas.

Lors du décès de son père, de sa mère ou de son enfant, il ne pourra plus réclamer les frais de séjour pour assister aux funérailles. Seuls les frais de transport seront jugés admissibles.

On va également resserrer le remboursement des dépenses effectuées pour faire garder

## 5 millions

Montant des coupes subies par le ministère des Relations internationales depuis l'élection du gouvernement libéral, sur un budget d'environ 100 millions

son enfant et pour les repas qu'il aura pris lors de déplacements en famille.

Les employés affectés dans un pays où la devise est forte apprécient le fait d'avoir droit à une « prime de vie chère » visant à compenser la faiblesse de notre dollar. Cette prime est maintenue, mais la méthode de calcul est revue de manière à coûter moins cher.

## Fermeture de bureaux

Depuis l'élection des libéraux, le MRI a dû composer avec une coupe budgétaire de 5 millions annoncée en juin 2014, sur un budget total d'environ 100 millions.

Québec a fermé trois de ses bureaux à l'étranger: Taipei, Santiago et Moscou. La délégation d'Atlanta a été réduite. Le bureau du Québec à Berlin est devenu une simple antenne, celui de Washington a perdu sa vocation commerciale. On a fermé l'antenne installée depuis des années à Milan, en Italie.

En parallèle, Québec a annoncé son intention, qui demeure en suspens, d'ouvrir un bureau à Dakar, au Sénégal, d'assurer une présence dans la province du Shandong, en Chine, et aussi à Houston, au Texas.

Pour épargner davantage, le ministère a décidé en mars de vendre les résidences officielles du Québec acquises à Bruxelles, Munich, Londres et Mexico. On achètera de nouveaux appartements de fonction plus modestes.

Six mois plus tard, les résidences de Munich, de Mexico et de Bruxelles n'ont toujours pas trouvé preneurs, mais les choses ont bougé pour la résidence de Londres, dont la vente vient d'être conclue.

Québec a déjà acheté une nouvelle résidence pour loger le délégué de Londres, une transaction dont le montant n'a pas été dévoilé.

La Presse canadienne

## RELATIONS QUÉBEC-CANADA

## Legault est convaincu qu'il parviendrait à rapatrier des pouvoirs

JOCELYNE RICHER  
à Victoriaville

S'il devient un jour premier ministre du Québec, François Legault mettra sur son passé d'homme d'affaires pour réussir à arracher des pouvoirs à Ottawa.

« Moi, je suis un dealmaker », a fait valoir le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), dimanche, en entrevue à La Presse canadienne, en marge du congrès de son aile jeunesse, tenu à Victoriaville.

Malgré l'échec en 1990 de l'accord du Lac Meech, et le fait qu'aucun premier ministre du Québec n'a, depuis, osé proposer de rouvrir cette boîte de Pandore constitutionnelle, M. Legault se dit persuadé qu'il réussira là où d'autres ont échoué. Depuis le temps, le contexte politique canadien a bien changé, selon lui. Son passé d'entrepreneur lié à ses talents de négociateur devrait suffire à modifier le cours de l'histoire, soutient M. Legault, qui ne semble pas habité par le doute.

## Contexte jugé favorable

Non seulement le Québec détiendrait tous les pouvoirs dans les secteurs de la langue et de l'immigration, mais son nouvel élan économique, sous la gouverne caquiste, ferait en sorte qu'il n'aurait plus besoin d'un seul dollar de péréquation d'Ottawa.

S'il était élu premier ministre du Québec en 2018, M. Legault ferait valoir à son homologue fédéral que le Canada n'aurait rien à perdre à se délester de certains champs de compétence.

Le chef caquiste semble minimiser les obstacles sur sa route, soit la conclusion, dans un premier temps, d'une entente avec Ottawa et les provinces, puis la ratification d'un éventuel projet d'entente par les divers Parlements du pays. « Je suis convaincu que je suis capable d'aller négocier une nouvelle entente avec le Canada. Je suis convaincu de ça », dit-il.

La Presse canadienne

Une présentation du journal **Le Devoir**, du collectif **Échec aux paradis fiscaux** et de la revue **Liberté**

# DÉBAT ÉLECTORAL

Tous les partis seront représentés!

## Lutte contre les paradis fiscaux : que doit faire le Canada ?

Comment les principaux partis perçoivent-ils le problème du recours aux paradis fiscaux par les grandes entreprises et les contribuables fortunés et qu'entendent-ils faire, dès le prochain mandat, s'ils sont élus ?

Animé par le directeur adjoint de l'information du *Devoir*  
**Jean-François Nadeau**



- |   |  |
|---|--|
|  | <b>Alexandre Boulerice</b><br>Nouveau Parti démocratique (NPD) |
|  | <b>Daniel Green</b><br>Parti vert du Canada (PVC)              |
|  | <b>Rodolphe Husny</b><br>Parti conservateur du Canada (PCC)    |
|  | <b>Marwah Rizgy</b><br>Parti libéral du Canada (PLC)           |
|  | <b>Gabriel Ste-Marie</b><br>Bloc québécois (BQ)                |

**LE MERCREDI 23 SEPTEMBRE 2015, 19 H**

L'auditorium de la Grande Bibliothèque

475, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal

Accessible par le métro Berri-UQAM • Entrée libre

LE DEVOIR

LIBERTÉ  
ART & POLITIQUE

ÉCHEC AUX PARADIS FISCAUX



ASSOCIATED PRESS

Géologiquement, la surface de Pluton est aussi complexe que celle de Mars, disent les experts.

## ESPACE

## Les mystérieuses dunes de Pluton étonnent la NASA

Les clichés transmis par la sonde *New Horizons* montrent une diversité de reliefs unique

JEAN-LOUIS SANTINI  
à Washington

De nouveaux clichés plus détaillés de Pluton transmis ces derniers jours par la sonde spatiale *New Horizons* révèlent une diversité et une complexité de reliefs déroutantes, sans pareilles dans le système solaire, selon les scientifiques de la NASA.

« Pluton nous montre une diversité de reliefs et une complexité de formations géologiques jamais observées dans l'exploration du système solaire », a résumé le principal scientifique de la mission, Alan Stern, du Southwest Research Institute.

« Si un artiste avait représenté Pluton de cette manière avant de découvrir ces images prises pendant le survol — au plus près le 14 juillet par *New Horizons* —, j'aurais probablement pensé que c'était hallucinant, mais c'est en fait bien la réalité », a-t-il ajouté dans un communiqué.

Géologiquement, « la surface de Pluton est aussi complexe que

celle de Mars », a estimé le géologue Jeff Moore, un des membres de la mission.

Les dernières images montrent une diversité de reliefs unique : ce qui semble être des dunes, des coulées de glace d'azote descendant de régions montagneuses vers des plaines et même un réseau de vallées peut-être creusées par des matériaux coulant à la surface de Pluton.

Ces clichés, qui ont plus que doublé la superficie visible de Pluton avec jusqu'à 400 mètres de précision, révèlent également de vastes zones montagneuses au relief chaotique qui rappellent certains terrains torturés sur Europe, une des lunes glacées de Jupiter.

Il pourrait s'agir de gigantesques blocs de glace d'eau flottant dans un vaste dépôt plus dense d'azote gelé qui se trouve dans une plaine appelée le « Sputnik Planum ».

Ces nouvelles images montrent des parties de Pluton avec la plus grande densité de

cratères jamais observée jusqu'alors sur la planète, à proximité de plaines gelées, plus récentes géologiquement, qui ne comptent quasiment pas de cratères.

« S'il s'agissait bien de dunes que nous voyons sur Pluton, ce serait réellement surprenant, car l'atmosphère de la planète naine est trop fine pour produire des vents », a souligné Bill McKinnon, de l'Université Washington de Saint-Louis, l'un des responsables scientifiques de la mission.

« Soit Pluton avait une atmosphère plus dense dans le passé, soit d'autres processus que nous ne connaissons pas sont à l'œuvre, c'est un casse-tête », a-t-il dit.

Ces nouvelles images révèlent aussi que les vapeurs atmosphériques autour de Pluton, qui s'élèvent jusqu'à 130 kilomètres d'altitude, sont formées de beaucoup plus de couches que ne le pensaient les scientifiques.

Agence France-Presse

# ACTUALITÉS

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE

## Des enseignants peu consultés et mal préparés

PHILIPPE ORFALI

Trop peu formés, trop mal outillés: les enseignants chargés des cours d'Éthique et de culture religieuse se sentent toujours mal préparés et encadrés pour transmettre cette matière à leurs élèves, près de sept ans après son implantation dans la controverse, révèle les résultats d'une étude obtenue par *Le Devoir*.

Ex-enseignante et doctorante en sciences de l'éducation à l'Université de Montréal, la chercheuse Anne-Marie Duclos consacre sa thèse à la réception du programme Éthique et culture religieuse (ECR) chez les enseignants du primaire de la région montréalaise. Son analyse porte sur l'implantation et la mise en œuvre de ce cours en contexte de controverse, en 2008. La publication imminente de ces recherches coïncide avec la mise sur pied d'une autre matière controversée, cette année: le nouveau programme d'éducation sexuelle.

Parmi les enseignants du primaire ayant obtenu leur baccalauréat en enseignement avant l'implantation du cours d'ECR, c'est-à-dire la majorité des enseignants du Québec, près de 60% ont reconnu n'avoir reçu aucune formation pour transmettre la matière à leurs élèves, tandis que 17% avaient reçu cinq heures de forma-

tion, et 25% plus de six heures. Des données qui étonnent M<sup>me</sup> Duclos.

«Six heures pour enseigner toutes les grandes religions et philosophies du monde, ce n'est pas beaucoup», lance-t-elle avec une pointe d'ironie dans la voix. *Même si la formation à elle seule n'est pas garante de la réussite ou de l'échec du programme, on peut se demander si cela est suffisant.*»

Dans bien des cas, la formation liée au programme d'ECR était offerte lors des journées pédagogiques prévues au calendrier scolaire, précise-t-elle, laissant entendre que les enseignants ont choisi de participer à d'autres types de formation ces jours-là.

«À l'époque, il fallait former 23 000 enseignants du primaire, et 2400 spécialistes au secondaire. Ça fait beaucoup de monde, d'autant plus que le gouvernement a coupé le financement de la formation ECR dès 2009», dit-elle. Cette annulation aussi rapide, qui n'était pas prévue à l'origine, a pu contribuer au faible taux de certification pour l'enseignement d'ECR.

Le sondage mené auprès de 114 enseignants du primaire d'une commission scolaire francophone de Montréal chargés de donner le cours d'Éthique et de culture religieuse montre aussi que la plupart d'entre eux n'ont pas été consultés, ni dans l'implantation ni dans la mise en œu-

vre du programme d'ECR. Ils n'ont été que 3% à juger avoir été suffisamment sollicités lors de cette étape de la mise en place du programme.

### Implantation controversée

Mis sur pied en 2008, le cours d'ECR présente un aperçu global des différents rites et religions du monde d'un point de vue «neutre et objectif», en y apportant une perspective historique. Il encourage également l'élève à réfléchir aux questions éthiques et sociales.

Enseigné dans toutes les écoles de la province, il a une optique strictement «laïque et culturelle». La loi permet toutefois d'exempter une école privée du programme si le cours de remplacement est jugé «équivalent», ce qui est par exemple le cas au collège Loyola, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal.

Plusieurs parents avaient exprimé leur mécontentement lorsque Québec avait choisi de mettre fin à l'enseignement religieux traditionnel pour le remplacer par le cours d'ECR en 2008. Les enseignants avaient pour leur part fait entendre leurs réserves sur l'élaboration du nouveau cours ainsi que sur sa méthode d'implantation.

Encore aujourd'hui, une majorité d'enseignants (63%) se demande comment améliorer

le programme, même si celui-ci n'est en place que depuis quelques années, ce qui laisse M<sup>me</sup> Duclos songeuse. «Peut-être aurait-il mieux fallu consulter les enseignants dès le départ.»

«Le problème ne semble pas être la réforme elle-même, les programmes ou les enseignants, mais les contraintes avec lesquelles ils ont dû gérer leur mise en œuvre et les contextes dans lesquels ils doivent continuer de les enseigner», ajoute-t-elle.

M<sup>me</sup> Duclos dit craindre que le gouvernement du Québec ne répète ces erreurs avec la création d'un nouveau programme d'éducation sexuelle, à l'étape du projet-pilote depuis la rentrée scolaire.

Ce projet pilote se déroule depuis la rentrée dans une quinzaine d'écoles accueillant quelque 8200 élèves, et durera deux ans. Il devrait par la suite être intégré au programme de tous les élèves dès 2017.

Le ministère de l'Éducation, qui encadre le projet, s'est fait avare de commentaires sur le détail des apprentissages prévus, mais le programme offrirait un certain niveau de latitude aux enseignants ou autres intervenants appelés à transmettre la matière aux élèves.

Le Devoir

VOITURE ÉLECTRIQUE

## Les Québécois montrent l'exemple, mais il reste du chemin à faire

Même si près d'un véhicule électrique sur deux au pays roule au Québec, il y aurait encore beaucoup de travail à faire pour sensibiliser les Québécois aux avantages de ce moyen de transport écologique.

En juin dernier, près de 50% des 14 000 véhicules électriques circulant au pays se trouvaient au Québec. De plus, au cours de la dernière année, le nombre de véhicules électriques vendus ici a augmenté de 87%, ce qui démontre l'engouement grandissant des Québécois pour l'auto électrique, souligne Chantal Guimond, présidente-directrice générale de Mobilité électrique Canada, l'organisme sans but lucratif derrière les activités de la 5<sup>e</sup> semaine nationale «Conduisons électrique!».

Toutefois, dit-elle, il reste beaucoup de sensibilisation à faire auprès des conducteurs, dont certains sont encore réticents en raison d'une autonomie qui serait, selon eux, pas toujours au rendez-vous.

M<sup>me</sup> Guimond estime que les gens connaissent peu la technologie, mais elle veut remettre les pendules à l'heure. Elle rappelle que la majorité des automobilistes roulent moins de 40 kilomètres par jour, ce qui est largement suffisant avant de devoir recharger les batteries. De plus, dit-elle, il y a de plus en plus de modèles de véhicules offrant une autonomie plus grande.

L'organisme, qui a l'appui du groupe environnemental Équiterre, d'Hydro Québec et de l'Association des véhicules électriques du Québec (AVEQ), note qu'il y a de plus en plus de bornes de recharge et qu'une aide financière gouvernementale allant de 5000 à 8000\$ est prévue à l'achat, selon la province, sans compter les frais minimes pour l'entretien de la voiture.

### Satisfaction

Mobilité électrique Canada rappelle également que les voitures écologiques sont aussi amusantes à conduire, propres, faciles à recharger et qu'elles contribuent à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'organisme affirme aussi que les conducteurs de véhicules électriques affichent des niveaux de satisfaction beaucoup plus élevés quant à leur voiture que les propriétaires de véhicules traditionnels.

Dans le cadre de la semaine «Conduisons électrique!», les gens intéressés pourront faire des essais routiers gratuits et discuter avec des experts en la matière à Lévis, Magog, Shawinigan et Victoriaville.

La Presse canadienne

**Lire aussi** Une nouvelle stratégie «immédiate» qui arrive à point. Le plus récent article de la rubrique *Sur la route*. Page B 5

## Californie: deux puissants incendies de forêt font des ravages

Middletown — Au moins 100 résidences ont été détruites, dimanche, par un incendie qui s'est propagé en quelques heures à travers les buissons asséchés du comté de Lake, au nord de la Californie, selon des responsables de l'État américain. Plus tôt dans la journée, un autre incendie a ravagé 81 résidences dans le sud-est de l'État. Le porte-parole du service californien de la protection des forêts et de protection des incendies (Cal Fire), Daniel Berlant, a expliqué que des rafales atteignant jusqu'à 48 km/h avaient répandu des tisons en direction des bâtiments, ce qui a compliqué la tâche des pompiers qui tentaient de ralentir la progression de l'incendie à travers le comté.

Associated Press

## Les enseignants du Nouveau-Brunswick poursuivent le gouvernement

Pokemouche — L'Association des enseignantes et enseignants francophones du Nouveau-Brunswick (AEFNB) a déposé une poursuite contre le gouvernement du Nouveau-Brunswick au sujet de l'enveloppe égalitaire en français. Le ministre de l'Éducation, Serge Rousselle, a refusé de participer à un processus de médiation avec l'AEFNB. L'organisation a donc entrepris des recours juridiques pour favoriser l'obtention de l'enveloppe qui se chiffre à 11,5 millions annuellement. Lors de la présentation du plus récent budget provincial, le ministre Rousselle avait annoncé 1 million de plus pour porter le contenu total de l'enveloppe égalitaire en français à 2,5 millions, ce qui était trop peu, selon l'AEFNB.

La Presse canadienne



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

La FIPEQ-CSQ estime que le nombre de places offertes en garderies privées non subventionnées a augmenté de 554% depuis les modifications apportées en 2008-2009.

## La CSQ dénonce le parti pris de Québec envers les garderies privées

Au tour de la Fédération des intervenants en petite enfance du Québec, affiliée à la Centrale des syndicats du Québec (FIPEQ-CSQ), de lancer un cri d'alarme pour «sauver» le réseau public de garderies, craignant même un «démantèlement».

À la veille de la rentrée parlementaire à Québec et alors que commence la Semaine canadienne des services de garde, la centrale syndicale, comme l'a fait hier la Confédération des syndicats nationaux (CSN), s'est livrée à une charge à fond de train contre le «parti pris» du gouvernement Couillard envers les garderies privées, au détriment du réseau des Centres de la petite enfance (CPE) et des services de garde en milieu familial.

La présidente de la FIPEQ-CSQ, Kathleen Courville, a invité le ministre de la Famille, Francine Charbonneau, et son gouvernement à cesser ce qu'elle appelle «l'appauvrissement, voire le démantèlement du réseau», alors qu'on assiste à un glissement de la clientèle du public vers le privé.

Elle soutient que les crédits d'impôt accordés aux garderies privées subventionnées coûtent pas moins de 589 millions à l'État, un montant qui, selon elle, n'est pas investi dans le réseau public, mais plutôt donné au privé. M<sup>me</sup> Courville précise que le gouvernement libéral en est responsable après avoir rendu plus avantageuses, sur

### Des services de garde en milieu familial craignent de disparaître

Des responsables de service de garde en milieu familial, membres de la CSN, reviennent à la charge pour dénoncer le gouvernement Couillard qui, à leur avis, fait tout pour affaiblir le réseau. Ils vont même jusqu'à craindre la disparition de certaines garderies familiales. Lucie Longchamps, la représentante du secteur des responsables en service de garde (RSG) à la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), en a contre la décision récente du gouvernement du Québec d'abolir le principe de la tarification unique et l'imposition, à la place, d'une tarification modulée en fonction du revenu familial. Pour elle, le résultat est inquiétant, car plusieurs RSG sont menacés de disparaître. En effet, des parents quittent de plus en plus les services éducatifs en milieu familial régis pour aller vers les garderies commerciales sans place à contribution réduite, en profitant «largement» des crédits d'impôt octroyés aux familles.

le plan financier, les places non subventionnées.

M<sup>me</sup> Courville note de plus que les modifications apportées par Québec depuis 2008-2009 ont fait en sorte que le nombre de places offertes en garderies privées non subventionnées a augmenté de 554%, passant de moins de 7000, en 2009, à plus de 46 000 en 2014.

### Compensation du fédéral

Par ailleurs, la FIPEQ-CSQ estime que Québec devrait faire pression sur le gouvernement fédéral pour aller chercher les 150 millions qu'il économise par le fait que le Québec s'est doté d'un réseau public de services de garde à la petite enfance. Cet argent

pourrait servir, dit la centrale, à réinvestir dans le réseau public qui offre «les meilleurs services à la population».

Ce montant a été cité dernièrement par la Commission de révision permanente des programmes. On y indiquait que «la conception du réseau de garderies subventionnées fait en sorte de réduire la contribution fédérale au financement du régime».

La Fédération des intervenants en petite enfance du Québec représente près de 14 000 responsables de service de garde en milieu familial et près de 2000 employés dans les CPE.

La Presse canadienne

## Le second procès Guy Turcotte s'ouvre ce lundi

La sélection des jurés marquera le début des procédures

Le drame a bouleversé les Québécois qui ont suivi de près toutes les tentatives de la Couronne pour envoyer en prison Guy Turcotte pour le meurtre de ses deux enfants, Olivier, 5 ans, et Anne-Sophie, 3 ans, survenu le 20 février 2009. Et dès lundi, les yeux seront rivés de nouveau sur l'ex-cardiologue alors que débutera son second procès au palais de justice de Saint-Jérôme.

Guy Turcotte est accusé d'avoir assassiné ses deux enfants en 2009

en les poignardant à de multiples reprises.

Son premier procès — hautement médiatisé — avait duré près de deux mois, et le second pourrait bien être encore plus long,

le juge André Vincent ayant réservé trois mois pour la présentation des témoins et les plaidoiries des avocats.

La sélection des jurés doit commencer lundi: 12 personnes seront choisies (ainsi que quelques remplaçants) pour écouter la preuve et rendre un verdict.

### Longues procédures

La Couronne, représentée par M<sup>e</sup> René Verret, un procureur d'expérience qui a déjà plaidé dans une vingtaine de procès pour meurtre devant jurés, pourra ainsi entamer la présentation de sa preuve le 21 septembre. Il fera entendre au moins 22 témoins.

Quant à la Défense, sa stratégie n'a pas encore été dévoilée et les avocats de Guy Turcotte, Guy et Pierre Poupard, n'ont pas à ouvrir leur jeu à l'avance.

La Couronne en avait appelé du verdict rendu en juillet 2011, car elle souhaitait que l'homme soit déclaré coupable de double meurtre et envoyé derrière les barreaux.

En 2013, la Cour d'appel a annulé le verdict et ordonné la tenue d'un second procès. Elle a tranché que le juge du procès avait commis une erreur en donnant ses instructions au jury.

Guy Turcotte est en libération conditionnelle depuis le mois de décembre 2013.

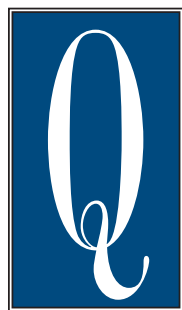
La Presse canadienne

# ÉDITORIAL

## SOVERAINETÉ

### Nouvelles alliances ?

Québec n'est pas Ottawa, mais annoncer que le Parti québécois entame une ligne droite vers la souveraineté alors même que le Bloc québécois pique du nez dans la campagne électorale fédérale en cours peut sembler bien paradoxal. Ou pas. Après tout, il est question de recentrer des forces qui, oui, existent encore... mais sous quelle bannière au juste ?



JOSÉE BOILEAU

Quelle école de pensée triomphera dans la nouvelle version de la « convergence des forces souverainistes » présentée mercredi dernier par le chef du Parti québécois, Pierre Karl Péladeau ? Celle de l'alliance citoyenne ou de l'alliance électorale ? L'approche de Véronique Hivon, nommée responsable du dossier, ou celle du PKP de la course au leadership du PQ ?

En mars dernier, M<sup>me</sup> Hivon, qui était alors alliée d'Alexandre Cloutier dans la bataille pour diriger le Parti québécois, avait longuement rencontré le chef d'Option nationale, Sol Zanetti. « Au menu, la "refondation" du mouvement indépendantiste », comme l'écrivait alors *Le Devoir*, qui assistait à ce face à face inédit. Entre les deux souverainistes, la volonté était clairement affichée de sortir des « guerres intestines » et d'adopter une démarche « transpartisane ». Toute la conversation fut de cette eau, sans que transparaît l'idée que le gros parti avale le tout petit. Il y avait place aux différences d'approche.

Véronique Hivon avait le même ton lorsque, aux côtés de son chef la semaine dernière, elle a fait état de sa manière d'aborder son nouveau mandat. Il ne s'agit pas, a-t-elle expliqué, de remettre l'existence des autres partis en question, mais de trouver les points de convergence qui feront avancer la souveraineté. Juste avant qu'elle ne prenne la parole, M. Péladeau avait d'ailleurs

eu cette précision, nouvelle dans la bouche d'un dirigeant du parti : « Le Parti québécois n'a pas le monopole en cette matière. »

Or si, lors de son élection comme chef, à la mi-mai, M. Péladeau avait aussitôt tendu la main aux autres formations, il semblait bien que cela restait encore et toujours dans le but de ramener au bercail les indépendantistes éparpillés. Lors du point de presse de la semaine dernière, il était d'ailleurs constamment question de s'adresser aux souverainistes en tant que personnes, notamment au moyen de la nouvelle approche de tournées sur le terrain et de formation que le PQ est en train de mettre en place. Québec solidaire a aussitôt réagi en soulignant qu'il est bien ouvert à la discussion, mais qu'en matière électorale, le parti est là pour de bon, et ce, en présentant des candidats dans toutes les 125 circonscriptions que compte le Québec.

La question se pose donc : s'il ne s'agit que d'échanger sur les bienfaits de la souveraineté et d'en renforcer l'argumentaire, en quoi une telle stratégie menée sous l'égide du Parti québécois est-elle différente de ce qui existe déjà pour rassembler les souverainistes, organisations en tout genre où l'on trouve des membres de parti comme des gens qui rejettent les affiliations officielles ? Ces organismes sont eux-mêmes réunis sous le parapluie de OUI Québec, ou Organisations unies pour l'indépendance, qui a par ailleurs une table de concertation où siègent des représentants du PQ, de QS, d'ON et du Bloc québécois. Parler, donc ? Mais on le fait déjà ! Ce qu'il faut, c'est le pas de plus, celui qui permet d'envisager l'action : le pouvoir.

Évidemment, cette échéance est encore loin, et la volonté nette de Pierre Karl Péladeau de profiter des trois années qui viennent d'ici aux élections au Québec pour renforcer une offensive souverainiste est à saluer. Les souverainistes fatigués de voter pour l'opposition à Ottawa, ce qui fait la force du NPD ici depuis quatre ans, fatigués aussi des vieux discours et du piétinement, ne sont pas pour autant des fédéralistes en attente. Cela, QS et ON l'ont compris depuis bien plus longtemps que le PQ. Mais celui-ci aura-t-il l'humilité d'être vraiment à leur écoute ? Et QS, lui, arrivera-t-il à dépasser son rejet du terrible PKP ? Et quelle est donc, à terme, la mission précise de Véronique Hivon ? Le Parti québécois le sait-il lui-même ?

## CUBA

### Dégel avec barreaux

Quelques jours de la visite du pape François à Cuba, en fin de semaine prochaine, les autorités cubaines ont annoncé vendredi dernier l'amnistie de 3522 prisonniers. Le geste est frappant, mais il n'est pas sans précédent. Près de 3000 détenus avaient été élargis avant la visite de Benoît XVI en 2012 ; environ 300 l'avaient été un mois après celle de Jean-Paul II en 1998.

L'initiative est loin, au demeurant, de signaler une quelconque ouverture politique. Parmi les « gagnants » de cette nouvelle amnistie, notait la dépêche de l'AFP, figurent des détenus âgés de plus de 60 ans ou de moins de 20 ans sans antécédents pénaux, des malades chroniques, des femmes et ceux dont la liberté conditionnelle allait prendre fin l'année prochaine. De même qu'il est difficile de parler d'un geste humanitaire : d'abord, parce que la décision pue le calcul diplomatique, ensuite parce qu'il est permis de penser qu'un nombre important de ces personnes n'auraient jamais dû au départ se retrouver derrière les barreaux.

Que le drapeau américain flotte à nouveau à La Havane depuis cet été n'a évidemment pas annulé la nature policière de l'État cubain. Environ 57 000 personnes sont détenues dans 200 prisons cubaines, selon des chiffres datant de 2012. Il n'y aurait plus parmi tous ces gens un seul prisonnier de conscience, prétendent les autorités. Qui le régime castriste croit-il dupé ? Si nécessaire que soit le rétablissement des relations entre les États-Unis et Cuba, cela n'exclut pas que le processus de normalisation va longtemps permettre au castrisme de se perpétuer sous des formes autoritaires renouées.

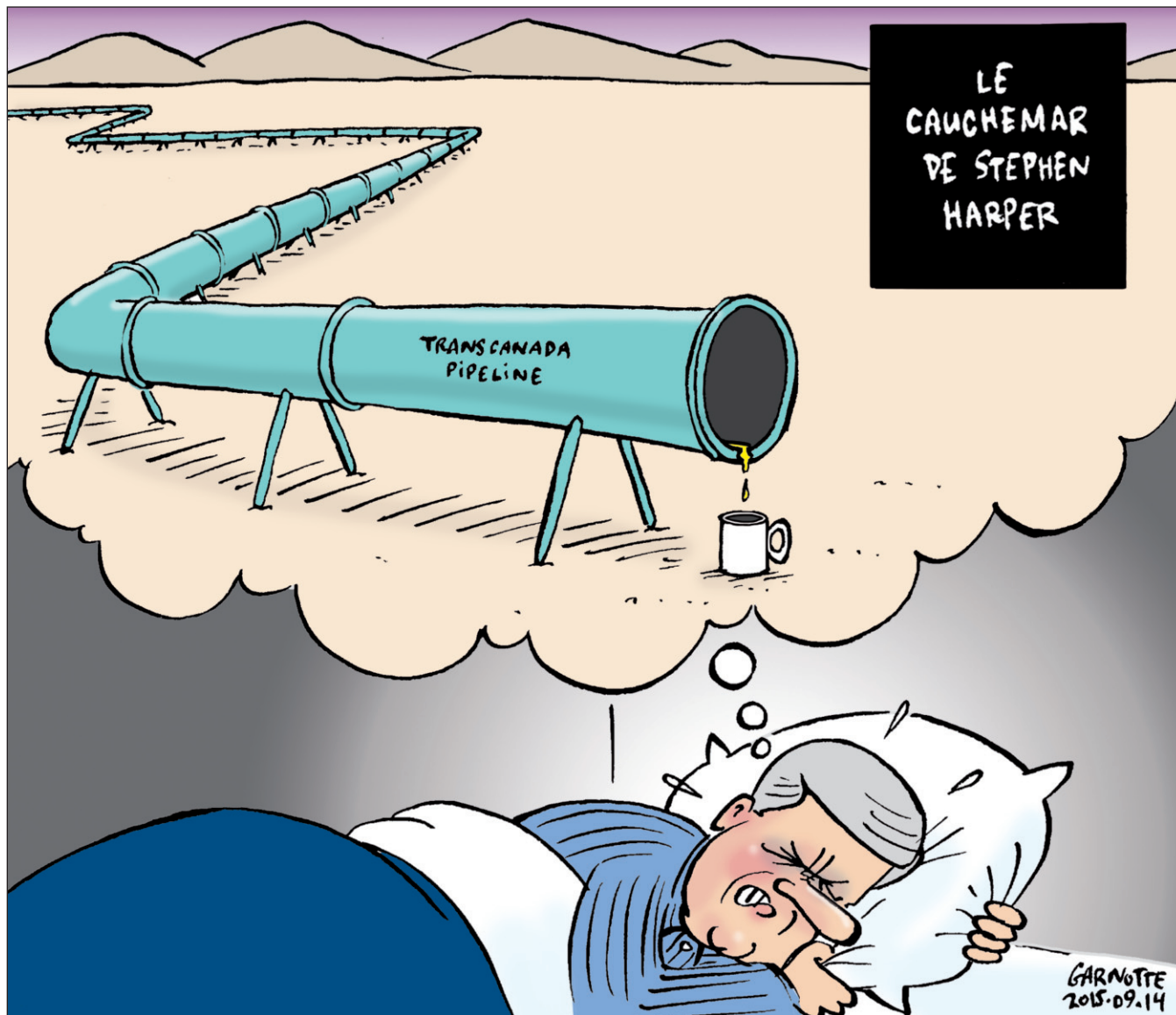
Il se trouve que Washington voudra sans doute se servir du site d'une autre prison — celle de Guantánamo, où loge une base navale américaine depuis 1903 — pour amener le régime cubain à faire des concessions. Cette base, dont La Havane réclame la rétrocession à grands cris, va sûrement représenter un enjeu de grande valeur dans les négociations entre les deux pays. Encore que les experts ne pensent pas que cette rétrocession se produira avant dix ou même vingt ans. L'armée américaine continue de résister à la fermeture de la base dont elle se sert, notamment, pour mener des opérations antidrogue dans les Caraïbes.

À peine élu en 2008, Barack Obama avait bien tenté par décret présidentiel de fermer la prison — où ont été enfermés et torturés, au mépris total du droit et des conventions internationales, des centaines de « combattants ennemis » dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001. Que Washington compte donc se servir de Guantánamo comme monnaie d'échange, comme tenu de tout ce qui s'y est passé, n'est pas sans ironie. Chacun ses prisonniers politiques.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 - FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Adjointes PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



## LETTRES

### Doutez-vous, M. Couillard ?

À la suite des commentaires de M. Yanick Binet, je souhaiterais faire une mise à jour sur les finances qui imposent une certaine austérité, décriée par un peu tout le monde.

Au fédéral, on se plaint de la diminution des transferts aux provinces. En 10 ans, le parti conservateur a augmenté notre dette de 138 milliards alors que l'économie était en bonne santé et que notre marine est en décrépidité. Le taux d'imposition des entreprises est passé de 40% à 15% en 50 ans.

Les profits des prix de transfert de la Chine et autres s'accumulent dans des paradis fiscaux comme pour les bananes et le pétrole. Selon la revue *Forbes*, la majorité des milliardaires du monde sont des actionnaires d'entreprises. L'entreprise est une créature légale dont le seul but est de maximiser les profits au bénéfice des actionnaires.

Est-ce que Google, Amazon, Uber, Airbnb ou Vinted paient des taxes et des impôts au Canada ? Pourquoi le service d'information de Bell est-il au Maroc ? La délocalisation de nos usines de fabrication à l'étranger a réduit les emplois et l'impôt des entreprises.

L'institut Fraser a déterminé que la famille moyenne dépense maintenant plus d'argent en taxes et impôts que pour se loger, se nourrir et se vêtir. Référence : Brigitte Alepin, Alain Deneault, Thomas Piketty, Joseph Stiglitz, le film *Le prix à payer*, de Nathalie Barton.

À Vancouver, Revenu Canada annonce poursuivre KPMG pour avoir aidé des per-

sonnes à cacher 26 millions de dollars dans l'île de Man, un paradis fiscal.

Le droit fiscal international a besoin d'être revu au bénéfice des gouvernements et non des entreprises afin d'éviter les situations comme celle de la Grèce. Il faut comprendre le pourquoi et le comment avant de tirer des conclusions hâtives.

Marcel Bourg, C. A., retraité  
 Montréal, le 10 septembre 2015

### Aide médicale à mourir : ne pas faire l'autruche

Ce n'est pas entre deux rideaux d'un couloir bondé de l'urgence de l'hôpital qu'un patient recevra l'aide médicale à mourir, ni dans une unité d'hospitalisation surchargée où les infirmières doivent prendre soin de 10 patients, assistées d'un préposé pour 18. L'environnement le plus approprié pour recevoir l'aide médicale à mourir est celui des unités de soins palliatifs, nonobstant l'opinion divergente des médecins qui y pratiquent. Ces unités, bien au-delà des soins médicaux ponctuels reliés au soulagement de la douleur et autres inconforts des derniers jours de vie offrent un soutien moral au patient et à sa famille, les services de bénévoles dévoués offrant petits soins corporels et gâteries diverses, le tout dans un environnement serein, confortable et rassurant.

De surcroît, tout dans une unité de soins palliatifs est basé sur la volonté du patient

d'abord et avant tout, de l'admission jusqu'aux types de soins reçus et bien entendu, l'issue des soins reçus y est prédéfinie. Pourquoi, alors que la loi offrira enfin la possibilité à ces centres si précieux de respecter intégralement la volonté de leurs patients dont le devenir est inéluctable par la définition même des critères d'admission en soins palliatifs, pourquoi les médecins y œuvrant se rebiffent-ils contre la plus magnifique possibilité d'offrir à leurs patients une mort sereine, digne et calquée sur leur volonté individuelle ? Ces médecins savent qu'au moment de l'admission les patients demandent une mort sans souffrance et ils savent aussi très bien qu'il n'est pas toujours possible de l'offrir, de par la nature même de certaines pathologies dont l'évolution donne des symptômes qui ne se pallient pas.

J'éviterai les détails à saveur sensationnaliste, mais quiconque œuvre dans le domaine se rappelle un décès qui allait à l'encontre de tout entendement, qui rompait la promesse de dignité et de confort tant réclamés. Ce sont ces exemples propres à la mémoire de chaque médecin qui doivent faire cheminer ceux qui présentent font l'autruche et mettent en opposition soins palliatifs et aide médicale à mourir alors que ces entités forment un continuum qui ne fait qu'un, ce tout portant un nom propre qui pour certains s'appelle monsieur Gagnon, pour d'autres madame Suzanne.

Marion L'Espérance, chirurgienne générale et fière fille du docteur Georges L'Espérance  
 Sept-Îles, le 6 septembre 2015

## LIBRE OPINION

### Nous avons besoin d'un musée pour les civils tués et les patrimoines détruits

PATRICE GIROUX  
 Consultant en muséologie

Depuis l'exil catastrophique des civils syriens donnés pour cible comme le spectacle de « l'épuration culturelle » du patrimoine mondial de Palmyre par EI, j'espère un musée survenant, comme un écho de la *res publica* du cercle amérindien, comme un sursaut révolutionnaire d'outre-Louvre. Et je le vois très bien situé au cœur de ceux qui peuplent ce bouclier d'Amérique, durable dans l'impermanence.

Un musée qui n'aura pas son égal, car il accomplira la mission de se consacrer aux civils, peu importe la nationalité, à toutes leurs conditions et résistances, à toutes les dissidences artistiques qui en découlent, salutaires et libératrices. Un musée où s'afficheront l'inaliénabilité comme la primauté des droits humains et civiques, de toutes les populations civiles, de tous les peuples et de toutes les sociétés, de leur culture et de leur art, sur les pouvoirs intérieurs ou étrangers qui écrasent, à grands coups de violence politique et militaire, de mythes propagandistes et de censure, lors de

conflits armés ou non armés. Un musée plus concrètement apte à soutenir la mission d'organismes tels l'ICCROM (Centre

« Idéaliste ?  
 Rêveur ? Je pense qu'un tel musée peut advenir, préférablement soutenu par l'économie sociale »

#### Projet possible

Idéaliste ? Rêveur ? Je pense que peut advenir un tel musée, préférablement soutenu par l'économie sociale internationale

et fondé par la démocratie culturelle radicale, ici plus qu'ailleurs. Ce serait même la Terre des Hommes d'un nouvel État-nation, lequel pourra assurer l'indépendance et la mission globale, non gouvernementale de l'institution. N'aurait-il pas désormais de voix propre à l'international ? Ce projet pourrait être l'un des dossiers culturels majeurs à vocation internationale soutenues par un Québec indépendant à l'ONU.

Car ce nouvel État-nation et la société métisse qui le compose auront été longtemps refoulés, pour le premier réduit au statut de province et pour la seconde à un ensemble d'individus, dont certains carrément placés sous la tutelle d'un État et victime d'éthnocide. Ce pays survenu, cette société révélée, sera plus apte à comprendre et à éteindre une telle institution consacrée à la condition civile des peuples, désobéissante, comme à la dissidence artistique, ici historiquement jalonnée par le Refus global.

## IDÉES

## Oui, l'islamisme radical existe ici

FATIMA HOUDA-PEPIN

Politologue, consultante internationale et  
conférencière  
Députée de La Pinière de 1994 à 2014

Il y avait 13 immigrants musulmans sur près de 3,5 millions d'habitants du Dominion du Canada au recensement de 1871 et près de 650 à celui de 1931. De 100 000, en 1981, à près de 600 000 en 2001, leur nombre est passé à plus d'un million en 2011, et on estime qu'ils seraient 1,5 million en 2017.

Le Québec avec ses 500 000 musulmans a toujours été une terre d'accueil ouverte à sa diversité. Malgré les préjugés ambiants, le Québec n'est pas le goulag. Sauf pour les islamistes radicaux qui rejettent la démocratie et militent pour l'implantation de la charia, rien dans notre dispositif législatif n'entrave la liberté de religion des musulmans au Canada. Bien au contraire, aucun pays arabo-musulman ou même occidental ne peut leur offrir un niveau comparable de protection juridique ou sociale.

Puisque ces communautés viennent des quatre coins du monde, il faut les conjuguer au pluriel. Leur profil est enviable en matière d'apport économique et culturel. Ils sont hautement scolarisés, une véritable pépinière de talents et de savoir-faire. Cet apport inestimable à la société québécoise est occulté par les amalgames qui les associent, globalement et sans nuances, à l'islamisme radical, une réalité qui existe, qu'il faut dénoncer et combattre, mais en faisant la part des choses.

## À l'école du salafisme d'Arabie

Nous sommes à l'an 2 de Daech depuis qu'Abou Bakr El Baghdadi a décrété son « État islamique », en juin 2014, et s'est autoproclamé « khalife » de l'Oumma. Comme Oussama ben Laden avant lui et tous les « émirs autoproclamés de l'islamisme radical » ils ont tous été à l'école du salafisme djihadiste promu par l'Arabie saoudite.

Au Québec, la première mosquée, l'Islamic Centre of Quebec a été créée en 1965 et a été suivie par une 2<sup>e</sup>, à Notre-Dame-de-Grâce, la Muslim Community of Quebec, affiliée à l'Islamic Society of North America, qui obtiendra du financement du ministère de l'Éducation pour ouvrir la première école musulmane au Québec où les Québécoises catholiques doivent se voiler comme condition préalable à leur embauche. Aujourd'hui, plusieurs dizaines de mosquées jalonnent le paysage québécois et leur implantation, dans certains cas, ne se fait pas sans heurts.

Si certaines d'entre elles s'appuient sur des imams locaux au profil très inégal, au départ et encore aujourd'hui, des imams payés par l'Arabie saoudite sont « envoyés en mission », pour diffuser l'idéologie salafiste et soumettre les musulmans à l'arbitraire de la charia wahhabite.

Dès leur prise de poste, et sans se soucier du respect des lois du pays d'accueil, ces imams prédicateurs s'attribuent la fonction de *cadi* (juge) et mettent en place des conseils de la charia. C'est la stratégie du fait accompli. Deux ans à peine après son installation comme imam de l'Islamic Centre of Quebec, en 1990, Fida Bukhari reconnaissait qu'il ne se contentait pas de diriger les prières, mais qu'il agissait comme juge appliquant la charia. « Plusieurs personnes qui ont des différends, au lieu d'aller



Un manifestant égyptien salafiste brandit des pages du Coran pour demander l'adoption de la charia dans son pays.

en cour, se présentent devant moi et me demandent de les régler à la façon islamique.»

## Canada, paradis des islamistes

L'islamisme radical au Québec et au Canada n'est pas l'œuvre d'une génération spontanée qui a poussé avec le djihad 2.0. C'est la conséquence tangible d'un endoctrinement idéologique systématique, fait dans l'indifférence générale depuis plus de trente ans, quand l'Arabie saoudite a commencé l'envoi de ses imams de service.

Dès lors, et encore aujourd'hui, l'organisation de l'islam au Québec a été accaparée par des « leaders autoproclamés à vie » et des groupes islamistes reliés à un réseau national et interna-

**Les musulmans démocrates savent que, désormais, aucun pays musulman ou non musulman n'est à l'abri de la menace islamiste**

tional d'organisations salafistes disposant de moyens financiers considérables.

Les premières victimes sont les musulmans démocrates qui font des efforts considérables pour s'intégrer et qui se retrouvent amalgamés à ceux-là mêmes qu'ils dénoncent. Le défi est de savoir comment sortir des griffes des financiers de l'intégrisme qui ne se gênent même plus, aujourd'hui, pour importer ici des prédicateurs sulfureux d'Europe et du Moyen-Orient et qui font ouvertement la promotion de la charia en Amérique du Nord.

C'est ainsi que le Canada est devenu, au fil

des ans, le paradis des islamistes, à cause des garanties fondamentales que leur confère la Charte des droits et libertés, de leur capacité à imposer leur programme politique sous couvert de religion et de l'insouciance des politiciens qui s'agglutinent, tous partis politiques confondus, dans leurs mosquées, leur conférant reconnaissance et respectabilité. Même les journalistes évitent de toucher à cette « zone sensible » qu'est l'islamisme radical, de peur d'être accusés d'islamophobie.

## Incompréhensibles

Les musulmans démocrates du Québec et du Canada, et dont certains ont fui la tyrannie des islamistes dans leurs pays d'origine, ne comprennent pas que des élus déclarent publiquement — malgré toutes les évidences — que l'intégrisme n'existe pas au Québec. Ils trouvent odieux qu'un ministre de l'Immigration du Québec dise qu'elle accepterait volontiers d'avoir un intégriste comme membre de son cabinet et que la ministre de la Justice et de la Condition féminine dépose un projet de loi qui permettra le port du tchador dans la fonction publique. Ils sont sidérés d'entendre la ministre de la Sécurité publique faire appel à des imams pour aider à la déradicalisation des jeunes. Bienvenue aux pyromanes!

Les musulmans démocrates savent que, désormais, aucun pays musulman ou non musulman n'est à l'abri de la menace islamiste. Ils savent aussi que le combat contre ces mouvances, ici et ailleurs, ne pourra porter ses fruits que si tous les démocrates le mènent ensemble, sur le plan national et international. Il en va de notre sécurité, de notre bien vivre ensemble et de notre harmonie sociale.

## Un éléphant, ça Trump

JEAN-BENOÎT NADEAU



Avec la grâce du pachyderme dans le magasin de porcelaine, le milliardaire Donald Trump a relancé le débat sur la langue officielle des États-Unis. Sa dernière réplique visait Jeb Bush, frère de l'autre, ex-gouverneur de Floride et candidat à l'investiture républicaine. Réagissant à une conférence que Jeb Bush donnait en espagnol à un groupe d'hispanophones, Donald Trump l'a sommé de « donner l'exemple et de parler anglais quand il est aux États-Unis ».

La question des langues aux États-Unis est pleine d'ironie et de nuances qui échappent à Donald Trump. Le gouvernement américain n'a jamais proclamé de langue officielle, même si une trentaine d'États se sont déclarés « English-only », ce qui ne change rien au fait que les plus gros approchent d'une majorité d'hispanophones. D'ailleurs, il est douteux d'y présenter l'espagnol ou le français comme des langues étrangères, quand on sait que les États-Unis ont pratiqué l'annexion systématique pendant tout le XIX<sup>e</sup> siècle. Ces langues sont donc aussi américaines que l'anglais, quoique nettement moins que les langues amérindiennes.

Donald Trump gagnerait à lire le rapport *Language use in the United States*, lequel est paru — rassurons-le — en anglais. Il en ressort qu'environ 61 millions d'Américains parlent une autre langue que l'anglais à la maison — soit 21%. De ce nombre, 37 millions parlent espagnol à la maison. Le français arrive 4<sup>e</sup> sur la liste avec 1,3 million de locuteurs domestiques, précédé du mandarin (2,9 millions), du tagalog (1,6 million), et du vietnamien (1,4 million), mais devant le coréen et l'allemand (1,1 million chacun).

Ce qui devrait rassurer Donald Trump, c'est que le but de cette étude officielle est surtout d'établir si ces gens parlent l'anglais « très bien », « bien », « pas bien » ou « pas du tout ». Il en ressort que 74% des hispanophones parlent bien ou très bien l'anglais, légèrement sous la moyenne de 77% des répondants toutes langues confondues. Cela fait 15 millions de mauvais Américains, soit 5% de la population totale.

## Les français aux États-Unis

Donald Trump frôlerait l'apoplexie s'il lisait « Quelle langue parle-t-on dans votre État? » du journaliste Ben Blatt, qui a compilé pour la revue *Slate* quelques tableaux amusants à partir de cette étude aride.

Il en ressort que l'espagnol est, après l'anglais, la langue la plus commune dans 43 États. Surprise: le français ressort au 2<sup>e</sup> rang dans quatre États (Louisiane, Maine, New Hampshire et Vermont). Les trois autres langues (allemand, tagalog et yupik) sont pratiquées dans le Dakota du Nord, Hawaï et l'Alaska. L'autre surprise créée par Ben Blatt est sa 3<sup>e</sup> carte: faisant abstraction de l'anglais et de l'espagnol, le français ressort dans 11 États, ce qui le place 2<sup>e</sup> après l'allemand (16 États).

J'ai déjà écrit qu'on estime à la louche le nombre de francophones aux États-Unis entre 5 et 13 millions, ce qui est nettement plus que les 1,3 million qui déclarent le parler à la maison. Cet écart s'explique de plusieurs façons. D'abord, l'étude sur l'usage des langues fait certains choix tendancieux qui désavantagent les français: elle regroupe le créole espagnol et le ladino sous l'étiquette « espagnol », de même que le mandarin et le cantonnais sous l'étiquette « chinois » alors qu'elle sépare le français du créole français.

Mais la « langue parlée à la maison » n'est qu'une facette de la position d'une langue. Bien des francophones parlent une autre langue à la maison, *melting-pot* oblige. Le français aux États-Unis tire de gros renforts des Haïtiens, des Africains et des Maghrébins, dont une très large part ont été entièrement scolarisés dans ces langues. Sans compter les millions d'Américains qui apprennent le français et dont le nombre est à peu près stable depuis 20 ans.

Pour s'en convaincre, il suffit de consulter deux études produites par l'American Council on the Teaching of Foreign Languages (enseignement secondaire) et la Modern Language Association (enseignement postsecondaire).

Sur les 8,9 millions de jeunes qui apprennent une langue étrangère aux niveaux primaires et secondaires, 6,4 millions étudient l'espagnol et 1,3 million étudient le français (plus de jeunes apprennent donc le français que les autres langues réunies). La concurrence est plus forte aux niveaux postsecondaires. Parmi les 1,6 million de jeunes qui étudient les langues au collège et à l'université, l'espagnol compte pour moins de 800 000. Les 200 000 qui apprennent le français sont presque aussi nombreux que les apprenants des trois langues suivantes (allemand, italien et japonais). Clairement, le français tient toujours une place à part parmi les langues enseignées aux États-Unis.

Il faudra que je revienne plus en détail sur ces deux dernières études, très nuancées, mais qui démontrent que Jeb Bush, n'en déplaise à Donald Trump, est loin d'être le seul Américain à ne pas « donner l'exemple ».

## VILLE DE QUÉBEC

## Faut-il démolir le Centre Durocher?

ANTOINE BABY

Sociologue en éducation,  
Université Laval

Monsieur le Maire Labeaume, La rentrée scolaire est une belle occasion pour réfléchir sur les ressources que notre société est prête à mettre à la disposition des enfants, surtout ceux des milieux démunis, pour assurer leur persévérance scolaire et leur permettre de développer le goût d'apprendre tout au long de la vie, car cela représente l'outil le plus efficace de leur affranchissement.

Je voudrais donc revenir sur le texte inspiré d'André Beaulieu, « On leur arrache le cœur », publié dans *Le Devoir* du 13 juin. L'auteur s'y oppose de façon fort convaincante au projet de la Ville de Québec de démolir le Centre Durocher dans le quartier Saint-Sauveur. La Ville aurait, paraît-il, l'intention d'y construire des logements sociaux en lieu et place. Théoriquement, on peut difficilement s'opposer à un tel projet dans un quartier comme celui-là.

En pratique cependant, je voudrais vous inviter, Monsieur le Maire, à prendre un peu de recul en considération de facteurs plaidant, selon bien des gens concernés au premier chef, en faveur de l'idée de transformer ce haut lieu d'animation et d'éducation populaires en une Maison de la culture plutôt que de le démolir et de changer radicalement l'affectation et la vocation de ces lieux.

Je me rallie sans réserve et avec enthousiasme à tous ceux et celles (artistes, artisans, comité de citoyens, personnalités publiques, commerçants et autres) qui appuient ce projet et je m'empresse de vous préciser pourquoi.

Mes travaux en sociologie de l'éducation m'ont permis de prendre connaissance de méta-analyses conduites en Angleterre, aux États-Unis, en Australie et au Canada qui établissent de façon probante que ce sont les enfants de milieux les plus démunis qui profitent le plus de la possibilité d'être exposés et engagés activement, durant leurs études, dans des activités artistiques et culturelles comme celles qu'offre par mission et définition une Maison de la culture. Et ce, de manière significativement plus grande que les enfants de même condition sociale qui n'auraient pas eu la chance de participer à de telles activités.

## Ressources d'émancipation

L'effet positif des contacts de ces enfants avec les arts et la culture durant leur cheminement scolaire se répercute non seulement sur leur réussite et leur persévérance scolaires, mais encore sur de multiples variables associées, telles les aptitudes rédactionnelles, la compréhension en mathématiques, ainsi que sur les taux de diplomation, y compris ceux du postsecondaire, ce qui n'est pas rien. On a même établi que plus le seuil d'exposition de ces enfants aux arts et à la culture était élevé, plus l'impact sur leur réussite et leur persévérance scolaires était important.

Cela viendrait en partie du fait qu'une participation active à de telles activités sollicite leur créativité et leur redonne confiance en eux.

On sait maintenant de sources fiables que l'école seule ne peut permettre à ces enfants de s'affranchir véritablement du déficit existentiel qui marque leur naissance. Il faut donc favoriser dans toute la mesure du possible une meilleure concertation entre toutes les ressources extrascolaires et celles de l'école pour y arriver.

## Lieu d'animation démocratique

À cela s'ajoute le fait que le Centre Durocher a une longue et belle tradition d'éducation populaire. C'est un lieu mémorable d'animation démocratique qui a forcément établi une culture et une tradition en ce sens dans le quartier. En choisissant de maintenir l'héritage du Centre Durocher et de le prolonger en une maison de la culture, vous choisissez du même coup d'en faire profiter non seulement les enfants, mais aussi toute la population du quartier. Ces gens-là ont au moins autant besoin de ressources d'animation artistique et culturelle que les gens des quartiers mieux nantis. Tout compte fait et dans la durée, ils ont plus besoin de ces ressources d'émancipation que de logements sociaux. Vous trouverez toujours ailleurs des terrains pour le logement social, quitte à recourir à l'expropriation.

On me dit que vous êtes sociologue de formation; cet éclairage particulier, tiré d'études systématiques et rigoureuses sur le problème en cause, devrait donc vous rejoindre.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); INFORMATION GÉNÉRALE: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Paulette Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfali et Karl Rettino-Panzelli (reporters); INFORMATION POLITIQUE: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélier-Cirino et Robert D'utrisac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); INFORMATION CULTURELLE: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); INFORMATION ÉCONOMIQUE: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Damon (pupitre); INFORMATION INTERNATIONALE: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); SECTION ART DE VIE: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); ÉQUIPE INTERNET: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Cailion, Justine Cailion, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); CORRECTION: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; SOUTIEN À LA RÉDACTION: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commissaires); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim), Laurence Hémond (secrétaire); PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gendreau (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissack; ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

## ACTUALITÉS

## SOLIDARITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

cée sur Internet pour venir en aide à des membres de sa famille demeurés dans son pays natal. En un peu plus d'une semaine, elle a réussi à amasser près de 5000\$, une somme bien supérieure à ses attentes. Et ce n'est pas terminé.

Lara Karavizan a hésité longtemps avant de solliciter des dons, ne voulant pas avoir l'air de quémander. Mais son amie Dominique Fortier, qui la connaît depuis des années, l'a finalement convaincue d'aller de l'avant. «*J'ai senti que les gens avaient besoin de poser un geste, et la campagne arrivait à point*, raconte M<sup>me</sup> Fortier. *Moi aussi, je voulais me rendre utile, comme les autres qui ont contribué, par sympathie pour mon amie et sa famille.*»

## Réalité concrète

La crise des réfugiés syriens prise dans son ensemble masque parfois la réalité bien concrète de familles comme celle de Lara Karavizan. Au cours de l'été, le groupe État islamique (EI) prend d'assaut la ville d'Hassaké, au nord-est de la Syrie. L'oncle de Lara, Raed Mercho, sa femme Mouna et ses deux filles Rita et Raya, âgée de 22 et 24 ans, sont contraints de fuir en laissant tout derrière eux. Ils se trouvent aujourd'hui dans une région montagneuse située tout près de la frontière libanaise, pour l'instant épargnée par le groupe EI. «*Ils sont en sécurité pour le moment, mais ils ne pourront pas rester là éternellement*», raconte-t-elle.

## Ottawa égalera les dons des Canadiens

Le gouvernement fédéral, très critiqué dans les derniers jours pour son approche face à la crise des réfugiés syriens, a annoncé samedi une aide humanitaire supplémentaire pour les centaines de milliers de victimes du conflit en Syrie.

Lors d'une conférence de presse annoncée à la dernière minute, à Ottawa, le ministre du Développement international, **Christian Paradis**, a annoncé que le Fonds de secours d'urgence pour la Syrie avait été créé pour aider les Syriens fuyant la guerre.

Ainsi, le gouvernement fédéral égalera le montant des dons que feront les Canadiens à des organismes admissibles comme le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), jusqu'à concurrence de 100 millions de dollars. Les dons devront être faits entre

le 12 septembre et le 31 décembre pour être égalés par le gouvernement.

Les dons des Canadiens à l'UNICEF ont considérablement augmenté depuis la diffusion, la semaine dernière, de la photo de l'enfant syrien Alan Kurdi, gisant face contre sable sur une plage turque, après une tentative infructueuse de sa famille pour gagner la Grèce en bateau.

Le ministre Paradis a indiqué que l'argent servirait à épauler les demandeurs d'asile syriens afin qu'ils aient un toit et des denrées, de même que des soins. Des fonds iront aussi aux pays de transit qui accueillent des migrants de façon temporaire ou permanente et qui sont admissibles à l'aide publique au développement du Canada.

La Presse canadienne



dons ou de trouver refuge au Canada. Il voit maintenant les choses d'un autre œil, mais poursuit sa réflexion quant à son avenir et à celui de sa famille.

«*Depuis le début, on demande à mon oncle de venir, mais il ne veut pas quitter la Syrie, explique M<sup>me</sup> Karavizan. Tout comme nous, il voit le sort des réfugiés partout dans le monde et il ne veut pas faire partie de ces gens qui semblent mendier.*»

La Québécoise d'origine syrienne, elle, poursuit les démarches administratives pour

que ses proches aient une place au Canada si leur situation devient insoutenable.

## Dignité à préserver

Pendant notre échange, Lara Karavizan peine à retenir ses larmes lorsqu'elle évoque le sort des membres de sa famille, mais elle ne veut surtout pas attirer la pitié. La situation des Syriens est évidemment désolante, mais elle souhaite surtout que son initiative envoie un message d'espoir.

Sa campagne ne fait pas l'unanimité parmi la diaspora syrienne, mais elle ne s'en formalise plus. «*Moi, tout ce que je veux, c'est venir en aide à mon oncle. Je n'ai aucun autre objectif. Donc si des gens ne sont pas d'accord, je vis très bien avec ça, confie-t-elle. C'est une initiative qui vient des gens, d'une communauté qui a choisi de s'approprier la démocratie.*»

M<sup>me</sup> Karavizan répète qu'elle ne veut pas se mêler de politique, ce qui ne l'empêche pas de se poser de sérieuses questions sur la réaction du Canada et de la communauté internationale face à la crise des réfugiés syriens. Où sont les Nations unies et que sont devenus les droits de la personne en ces temps difficiles?

«*C'est comme dans toute chose, affirme-t-elle. Quand il y a une crise, il y a des priorités à faire. On met en sécurité les gens, on regarde si on peut les ramener chez eux et si on ne le peut pas, on s'assure que des pays puissent les accueillir.*»

«*On n'a qu'une seule humanité, insiste-t-elle. Il faut préserver sa dignité.*»

Le Devoir

## Québec offre 5000 lits pour les réfugiés

VICKY FRAGASSO-MARQUIS

Après avoir annoncé diverses mesures pour aider les réfugiés du Moyen-Orient, le gouvernement du Québec a fait savoir dimanche qu'il avait remis 5000 lits et couvertures à la Croix-Rouge, qui seront envoyés immédiatement en Allemagne.

La ministre de la Sécurité publique, Lise Thériault, en a fait l'annonce, à Montréal, avec le directeur général de la division du Québec de la Croix-Rouge, Michel Léveillé, qui lui en avait fait la demande vendredi soir.

M<sup>me</sup> Thériault a précisé que la cellule de crise interministérielle, mise en place la semaine dernière par le gouvernement, avait rapidement évalué la situation pour procéder à l'annonce moins de deux jours plus tard.

Le ministère avait conservé ces lits et ces couvertures depuis la crise du verglas de 1998. Il s'agit d'un don d'une valeur d'environ un million de dollars.

Selon M. Léveillé, environ 6000 demandeurs d'asile arrivent en Allemagne chaque jour. C'est la Croix-Rouge allemande, l'une des plus importantes au monde, qui s'occupe de «*la logistique*» des ressourceurs sur le terrain, a-t-il ajouté.

L'Allemagne a été choisie parmi les autres pays qui accueillent les réfugiés en raison

de son «*volume d'accueil*» et de la progression de la situation dans les prochains jours, a soutenu M. Léveillé.

M. Léveillé a d'ailleurs souligné que dans les derniers jours, la Croix-Rouge avait récolté environ 1,8 million de dollars en dons. «*Dans ce court laps de temps là, c'est un soutien important*», a-t-il ajouté.

Le gouvernement du Québec, dans la foulée de la crise des réfugiés en Europe, a annoncé il y a quelques jours qu'il verserait une aide supplémentaire de 100 000\$ aux organismes qui viennent en aide aux demandeurs d'asile.

Il a aussi affirmé qu'il souhaitait faire tripler le nombre de réfugiés accueillis dans la province pour en recevoir 3650 en tout cette année. M<sup>me</sup> Thériault a confirmé que la ministre de l'Immigration, Kathleen Weil, avait communiqué avec son homologue fédéral, Chris Alexander, pour lui demander d'accélérer le processus.

M<sup>me</sup> Thériault s'est dite «*confiante*» dans le fait de recevoir l'autorisation pour accueillir ces nouveaux arrivants, et ce, même si une campagne électorale est en cours à Ottawa.

Elle a par ailleurs affirmé que Québec ne ferait pas de compromis sur les vérifications de sécurité des réfugiés accueillis dans la province.

La Presse canadienne

## MÉNAGES

SUITE DE LA PAGE 1

Certaines mycotoxines engendrées par les moisissures peuvent aller jusqu'à causer des réactions inflammatoires, associées à des douleurs ou à de la fatigue chronique.

Les problèmes de moisissures sont particulièrement criants dans les arrondissements de Ville-Marie, du Plateau Mont-Royal, de Villieray-Saint-Michel-Parc-Extension, Saint-Léonard et Montréal-Nord où le taux de ménages affectés oscille entre 11 et 15%. Tous les autres secteurs de l'île sont touchés (8,6% en général), mais dans une moindre mesure.

«*Cela ne nous surprend pas, car on voit depuis des années sur le terrain qu'il n'y a pas de changement. Notre enquête sur la santé respiratoire des enfants en 2006 montrait que 10 000 enfants avaient des problèmes d'asthme et d'autres problèmes respiratoires liés aux moisissures. Mais les adultes de toutes les tranches d'âge sont aussi af-*

fectés», affirme le Dr Richard Massé, directeur de la santé publique de Montréal.

L'enquête trace par ailleurs un portrait précis de l'infestation de punaises observée à Montréal ces dernières années. La présence de punaises ne toucherait que 2,7% des ménages en général à Montréal, mais frappe 5,5% des locataires. Le problème affecte jusqu'à 10% des locataires dans les arrondissements de Ville-Marie, du Plateau Mont-Royal, de Villieray-Saint-Michel-Parc-Extension et Ahuntsic-Cartierville. L'impact de ces infestations sur la santé physique et mentale des occupants a été largement démontré, ces petits insectes occasionnant des lésions qui peuvent s'infecter, alors que les démangeaisons privent les victimes de sommeil, et entraînent de l'isolement social et de l'anxiété.

La carte dressée à l'aide de l'enquête SALAM (Salubrité et abordabilité des logements à Montréal) montre que les Montréalais ne sont pas en reste, côté coquerelles, puisque ces bestioles partagent

## Inégalités montréalaises

Ménages rapportant la présence de certains indicateurs d'insalubrité ou de conditions de logement inadéquates

	Propriétaires	Locataires	Total
Coquerelles	0,0%	5,5%	3,3%
Punaises	0,8%	5,2%	3,4%
Rongeurs	8,5%	9,5%	9,1%
Moisissures ou traces d'infiltration	10,9%	28,2%	21,2%
Vermine ou humidité excessive	17,7%	37,8%	29,7%

Source : Centre Léa-Roback, SALAM 2014

le logement de 5,2% des locataires. La situation est particulièrement aiguë dans certains quartiers où se concentrent des multiplex et des tours d'habitation propices à leur prolifération, notamment dans les arrondissements de Côte-des-Neiges, de Saint-Laurent et de Pierrefonds-Roxboro.

Le problème n'est pas un simple désagrément, car de 15% à 20% des enfants sont allergiques aux déjections de ces

insectes. En sus, les blattes qui circulent souvent dans les poubelles, cuisines et endroits humides peuvent être porteuses de bactéries pathogènes comme la salmonelle, le staphylocoque et le streptocoque.

La direction de santé publique s'inquiète notamment des risques d'intoxication liés au mauvais usage des pesticides utilisés pour combattre ces indésirables. Au cours de 2014, des insecticides ont d'ail-

leurs été utilisés dans un logement sur cinq à Montréal et dans le quart des logements occupés par des locataires.

Tout comme les moisissures et les acariens, les coquerelles peuvent entraîner des problèmes de rhinites allergiques et de l'asthme. Plusieurs études ont démontré que les enfants souffrant d'asthme exposés à ces bestioles sont hospitalisés 3,4 fois plus souvent que les autres enfants asthmatiques.

## Rongeurs égalitaires

Mince consolation, les rongeurs semblent être la seule vermine ne faisant pas de discrimination sociale, investissant également environ 9% des ménages de locataires et de propriétaires. Quand ils sont en grand nombre, les souris et les rats contaminent l'air de leurs allergènes, tout comme les coquerelles et acariens.

Mais de façon générale, les ménages les plus pauvres, soit ceux qui injectent plus de 30% de leurs revenus dans leur loyer, sont ceux qui se retrouvent le plus souvent dans les

logements infestés.

«*Les enfants sont particulièrement à risque dans les cas d'insalubrité, car ils doivent souvent changer de logement, donc d'école. Quand on change trois fois d'école dans l'année, cela a un impact direct sur la réussite scolaire et la santé des enfants*», explique le Dr Massé.

Ce dernier pressera d'ailleurs lundi, lors de ce forum sur l'état du logement, les décideurs et acteurs de tous horizons d'en faire plus pour s'attaquer aux problèmes d'insalubrité. Il recommandera aux autorités de santé d'en faire une de leurs priorités d'intervention auprès des clientèles les plus vulnérables. «*Le gouvernement provincial doit réinvestir dans la rénovation de logements privés par le biais de crédits d'impôt*, affirme le Dr Massé. *Tandis que les municipalités et les arrondissements doivent donner plus de dents à leurs règlements sur l'insalubrité, renforcer leurs inspections et, surtout, hausser les amendes.*»

Le Devoir

## MISSIONS

SUITE DE LA PAGE 1

«*Ce gouvernement s'est impliqué dans toutes les guerres qui ont surgi ces dernières années*», rappelle cet ancien haut fonctionnaire. «*Penser qu'on peut solutionner quelque chose en envoyant quelques troupes est absurde. Ce que l'on fait est d'empirer les choses*», ajoute-t-il en détachant chacun de ses mots.

Tentation militariste affirmée à son avis par le prolongement jusqu'en 2014 de la mission lancée par ses prédécesseurs en Afghanistan. Le Canada mène aussi des frappes aériennes contre EI en Irak depuis octobre 2014, bombardements élargis à la Syrie en mars dernier. L'opposition officielle avait alors dénoncé ce geste, le qualifiant de coup de pouce au dictateur Bachar al-Assad, avant que la mission ne soit prolongée d'un an, soit jusqu'en mars 2016.

Il cite également la campagne de Libye en 2011. Opération après laquelle «*Harper a fait survoler le Parlement par nos chasseurs bombardiers en signe de victoire; un rituel normal caractéristique de nations conquérantes et guerrières*», comme le décrivait cette fin de semaine Jean Chrétien. Dans une lettre ouverte publiée dans les médias, notamment dans les pages du *Devoir*, l'ancien premier ministre accusait Harper d'avoir terni la réputation internationale du Canada comme un pays de paix.

Un vibrant plaidoyer avec lequel Gar Pardy se dit tout à fait en accord : «*J'appuie chacun de ses mots.*»

## Composer avec le résultat

En gardant ces déterminants historiques en tête, il importe donc d'accélérer et d'élargir l'accueil de réfugiés, particulièrement ceux en provenance de la Syrie et de l'Irak. L'ancien diplomate n'émet ni soupçons ni hésitations au téléphone, alors qu'il dénonce l'objection sécuritaire de Stephen Harper. Ce dernier se refuse à ouvrir toutes grandes les portes du pays, le risque étant «*très élevé*» selon lui.

«*Harper essaie de nous faire peur depuis plusieurs années. Je ne sais pas pour Montréal, mais je ne vois rien de menaçant à Ottawa*», ironise M. Pardy.

Un programme humanitaire extraordinaire doit être mis en place rapidement, dit-il, même si cela implique que les contrôles sécuritaires ne soient effectués qu'une fois les réfugiés rendus sur notre territoire.

«*Les circonstances pressent de renoncer aux vérifications préalables, ce qui n'empêche pas de les commencer une fois les réfugiés arrivés*», explique-t-il. Les pays européens qui font face à des arrivées records dans leurs frontières procédant déjà de cette manière.

Ce sont en effet au minimum 430 000 migrants, y compris des demandeurs d'asile, qui se sont présentés aux portes de l'Europe par la mer depuis le début de l'année, selon les plus récentes données de l'Organisation internationale pour les migrations. Cet afflux représente

plus du double des arrivées par la Méditerranée pour l'entièreté de l'année 2014. De ce nombre, la moitié environ sont des Syriens. L'Allemagne s'attend à elle seule à recevoir 800 000 demandeurs d'asile cette année, soit quatre fois plus qu'en 2014.

«*Plus de 99% des gens ne posent pas de problème de sécurité, leur principale préoccupation est de se réinstaller là où ils pourront vivre en paix*», expose l'ancien haut fonctionnaire.

Celui qui a également été ambassadeur en Amérique centrale cite à titre d'exemple une opération au Salvador en 1983, qu'il avait dirigée depuis le Canada. L'ex-ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy s'était alors rendu directement dans les géolés salvadoriennes pour en rapatrier environ 400 prisonniers politiques. «*Ces gens étaient des criminels aux yeux de leur gouvernement, ceux qu'Harper se ferait un plaisir d'appeler "terroristes" dans son jargon d'aujourd'hui. Mais si on veut aider, on prend des risques*», précise-t-il.

Un risque minime, selon lui, à propos de gens dont il est de toute façon impossible d'obtenir des informations fiables pour vérifier leurs antécédents. «*À qui voulez-vous qu'on demande des renseignements sur ces personnes? À un gouvernement chiite qui dénoncera les sunnites? On ne peut faire confiance totalement à aucune source.*»

Il invite donc le gouvernement à faire face aux conséquences de ses engagements militaires. Maintenant.

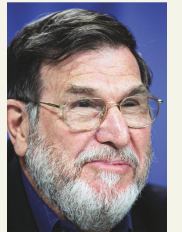
Alors que le plan promis jeudi dernier par Harper pour accélérer l'accueil de réfugiés au Canada se fait toujours attendre, les conserva-

teurs ont annoncé la création d'un fonds d'aide d'urgence pour les Syriens. Ottawa s'est engagé depuis deux ans à accueillir 11 300 réfugiés syriens. M. Harper a promis, il y a plus de deux semaines, d'en accueillir 10 000 de plus d'ici 2018, un chiffre considéré comme insuffisant par M. Pardy. Du côté de l'Europe, une réunion entre les ministres de l'Intérieur des 28 pays membres doit avoir lieu lundi à Bruxelles sur cette question délicate.

Le Devoir

## Gar Pardy en cinq dates

**1967** Intègre le Service extérieur canadien.  
**1989-1992** Ambassadeur du Canada au Costa Rica, Honduras, Nicaragua, Panama et Salvador.  
**1992** Directeur général des services consulaires au ministère des Affaires étrangères du Canada, poste duquel il prend sa retraite en 2003.  
**2005** Contredit le Canada dans l'affaire Maher Arar devant la commission canadienne chargée d'enquêter. Il affirme avoir reçu des indications selon lesquelles le jeune Syrien avait été torturé dans son pays d'origine.  
**2011** Critique sévèrement la position du gouvernement de Stephen Harper envers Israël.



## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

## La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541  
 Par courriel redaction@ledevoir.com  
 Par télécopieur 514 985-3360

## Publicité

Au téléphone 514 985-3399  
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305  
 Par télécopieur 514 985-3390

## Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344  
 Par courriel avisdev@ledevoir.com  
 Par télécopieur 514 985-3340

## Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322  
 Par télécopieur 514 985-3340

## Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355  
 Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559  
 Par courriel abonnements@ledevoir.com  
 Par télécopieur 514 985-5967

## Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com